CHINE : A PROPOS DU COMMERCE AVEC LES PAYS CAPITALISTES

«Le président Mao a souligné : «Compter principalement sur ses propres forces, prendre l'aide extérieure seulement comme appoint, faire table rase des vieux mythes, entreprendre dans l'indépendance la production industrielle, la production agricole, la révolution technique et la révolution culturelle, en finir avec l'esprit de servilité, et enterrer le dogmatisme, étudier sérieusement les bonnes expériences de l'etranger et ne pas manquer non plus d'examiner ses mauvaises expériences pour en tirer la leçon. C'est cela notre ligne» (...) *Cette ligne, nous la suivrons toujours.»*

(Zhou Enlai (Chou En-laï) sur les activités du gouvernement à la IVe Assemblée populaire. Editions de Pékin. 1975. P. 64)

IL y a un peu plus d'un an dans le rapport d'activité à la Ve assemblée populaire, Hua Guofeng réaffirmait que la République populaire de Chine était disposée *«à nouer des relations avec tous les pays et à développer ses relations sur la base des cinq principes : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non agression mutuelle, non ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques et coexistence pacifique»* (1).

En effet, dans le cadre de la tâche centrale de la période, celle de la modernisation socialiste (2), qui exige d'apprendre des pays étrangers en vue d'élever le niveau scientifique et culturel de la nation chinoise et de rattraper et même dépasser dans les meilleurs délais le niveau mondial, «le commerce extérieur est appelé à connaître une grande expansion» (3).

Mais cette orientation indiquée, à savoir le développement du commerce extérieur pour réaliser les quatre modernisations, il restait au PCC à préciser selon quelles modalités il envisageait de développer «activement» et «conformément aux nouvelles conditions historiques» (4) le commerce extérieur de la République populaire de Chine avec les pays «développés sur les plans scientifique, technique, industriel et agricole» (5), c'est-à-dire les pays capitalistes ?

Ces précisions ont été données officiellement par les dirigeants du PCC à des hommes politiques ou journalistes occidentaux à la fin de l'année 1978 et au début de cette année : ainsi, Li Sien Nien (vice-premier ministre) déclarait le 15 novembre 1978 à une délégation du Congrès des Etats-Unis : *«C'est en comptant avant tout sur nous-mêmes que nous construisons notre pays mais nous acceptons les prêts, ainsi que d'autres formes d'aide et de coopération de l'étranger, à condition que cela ne porte atteinte à la souveraineté de l'Etat»* (6) ; de même, Li Kiang (ministre du com-

(1) *P.I. N° 10 (1978). P. 42*

(2) *Voir F.R. N° 5 : article sur la Chine : la partie : «la tâche des quatre modernisations et la dictature du prolétariat». P. 18*

(3) *P.I. N° 10 (1978). P. 26*

(4) *P.I. N° 52 (1978) : le communiqué du 3e plénum du CC issu du XIe congrès indique :* «conformément aux nouvelles conditions historiques et à l'expérience pratique (...), [nous avons] développé activement — sur la base du principe : compter sur ses propres forces — la coopération économique avec les autres pays du monde, dans un esprit d'égalité et de réciprocité, nous avons fait des efforts pour adopter les techniques et les équipements avancés du monde et renforcé considérablement le travail scientifique et éducatif indispensable à la modernisation». *(P. 11)*

(5) *P.I. N° 2 (1979) : interview accordé par Deng Xiaoping à des journalistes américains (P. 17).*

(6) *P.I. N° 47 (1978). P. 5*

(7) *P.I. N° 52 (1978) P. 4*

(8) *P.I. N° 2 (1979) P. 17*

(9) *En ce qui concerne la presse de droite, on retiendra l'article du journaliste Jean Boissonat du journal* L'expansion *d'avril 1978 qui affirme :* «priorité à la moder nisation, (...) recours à la technologie étrangère, éventuellement endettement extérieur, les changements intervenus en Chine depuis la mort de Mao sont considérables». (*cité par la documentation française . «problèmes économiques» 23 août 1978 P. 6) ; l'article du* Nouveau Journal *du 18 novembre 1978 qui, triomphant, annonce :* «La Chine prête à tous les investissements occidentaux»*; l'article d'Alain Jacob du journal* Le Monde *du 16 octobre 1978 qui s'intitule : «Revenant sur une position de principe, Pékin serait disposé à accepter les prêts gouvernementaux».*

Quant à la littérature politico-économique de gauche, on retiendra l'étude publiée l'an dernier par l'économiste Charles Bettelheim qui indique : «Il faut encore souligner que la politique internationale actuelle trouve son prolongement dans un commerce extérieur qui tend à intégrer davantage la Chine au marché mondial, ce qui fera de plus en plus dépendre l'ampleur du développement des forces productives en Chine des fluctuations de ce marché. (...)La Chine perd ainsi peu à peu sa place d'exemple de pays sachant se développer par ses propres forces» (P. 116. Questions sur la Chine après la mort de Mao Zedong - Maspéro)

De même, on retiendra l'article de Patrick Tissier qui, dans son article du Monde diplomatique *de décembre 1978 : «Les nouvelles voies de développement» observe :* «La Chine paraît s'inspirer des exemples de stimulation des exportations fournis par de nombreux pays d'Asie du merce extérieur) précisant en décembre dernier à une conférence de presse : *«La Chine respecte les usages établis dans le commerce international. Si les conditions lui conviennent, elle envisagera d'accepter des crédits gouvernementaux. Elle est prête à accepter des crédits octroyés à titre gouvernemental ou non gouvernemental»* (7) tandis que Deng Xiaoping, avant de partir aux Etats-Unis, revenant sur ce point début janvier en déclarant à des journalistes américains : *«Pour réaliser les quatre modernisations, nous voulons coopérer avec les pays développés (...) et cela sous diverses formes par exemple prêts bancaires et compensations commerciales»* (8).

Ce développement du commerce extérieur de la RPC avec les pays capitalistes, la nature et la structure des échanges commerciaux (l'importation de technologie et des équipements complets, l'exportation des matières premières), les modalités retenues et envisagées pour réaliser ces échanges, ont conduit, dans notre pays, la plupart des analystes de droite comme de gauche de la RPC à une position similaire : il y aurait dans l'orientation actuelle du PCC en matière de commerce extérieur l'abandon définitif de la ligne et des principe établis par Mao Zedong et Zhou Enlai depuis 1949. En faisant le choix pour accomplir les quatre modernisations de s'intégrer au marché mondial, la RPC renonce ainsi à compter sur ses propres forces car elle fait dépendre son développement économique de l'aide technologique de l'impérialisme. En outre, par l'endettement que suppose les prêts bancaires et les crédits gouvernementaux des pays capitalistes développés la RPC se met en position d'infériorité et se soumet ainsi à des pressions qui ne manqueront pas de devenir politiques de la part de l'impérialisme et de sa volonté hégémonique. (9)

Selon ces analystes «sinologues», les effets de cette politique du commerce extérieur se traduiront par des déformations sur l'économie socialiste telles que certains d'entre eux estiment que cette politique du commerce extérieur confirme la victoire, au sein du PCC, d'une ligne révisionniste de restauration d'un capitalisme d'Etat en Chine (10) et qu'*«une fois de plus, la construction du socialisme se ramène à une énorme accumulation de marchandises»* (11).

Y-a-t-il ou non necessité du commerce extérieur avec les pays capitalistes pour un pays socialiste ? Dès l'instant où un pays capitaliste

Y-a-t-il ou non nécessité du commerce extérieur avec les pays capitalistes pour un pays socialiste ? Dès l'instant où un pays socialiste commerce avec le capitalisme mondial, ne risque-t-il pas de se trouver intégré progressivement au marché mondial et à se mettre donc sous la dépendance économique et politique de l'impérialisme ? Afin de lutter contre ces risques, un pays socialiste ne doit-il pas s'isoler au maximum des diverses pressions de l'impérialisme en limitant au maximum les importations en provenance des pays capitalistes et en refusant d'exporter les matières premières nécessaires à leur développement économique ?

De même, l'acceptation de crédits gouvernementaux ou bancaires en provenance des pays capitalistes est-elle possible pour un pays socialiste ? Cette dernière interrogation semble d'autant plus fondée qu'il y a moins de deux ans, le PCC répondait par la négative : «Nous *ne ferons aucune demande de crédit étranger. Nous n'avons ni dettes extérieures ni dettes intérieures. Voilà un fait bien connu de tous» !* (12).

C'est donc à l'ensemble de ces questions que cette étude se propose d'apporter des éléments de réponse : la question de la participation de la RPC à des échanges commerciaux avec l'impérialisme et de son intégration au marché mondial ; celle de son endettement vis-à-vis des pays capitalistes et de sa soumission à l'impérialisme.

Mais cette étude se propose également de mettre en évidence que ces deux questions ne peuvent pas être analysées isolément et qu'elles doivent, afin de mieux être saisies et correctement évaluées, être rapportées à la situation internationale présente et à la ligne suivie par le PCC en matière de politique extérieure dont le commerce extérieur constitue l'un des éléments...

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET VOIE SOCIALISTE

«La limitation du capital à l'intérieur et le contrôle du commerce extérieur seront les deux principes politiques fondamentaux du pays dans sa lutte économique. Quiconque néglige ou minimise ce fait commettra des erreurs extrêmement graves (...) Le relèvement et le développement de l'économie nationale de la République populaire seront impensables sans une politique du contrôle du commerce extérieur» (Mao Zedong. Rapport à la Deuxième session plenière du CC issu du VIIe congrès du PCC 1949 O.C. Tome IV P. 388 - Edition de Pékin).

1949 - 1976 : les principes du commerce extérieur

Afin de rappeler la politique du commerce extérieur de la RPC nous nous référerons à un recueil de textes datés de 1974 exposant systématiquement cette question : *Monnaie, salaire, commerce extérieur dans la société capitaliste, dans la société socialiste* (Alfred Eibel, éditeur 1976) :

En premier lieu, la ligne fut rappelée en 1975 par le camarade Zhou Enlai (Chou en Laï) citant Mao Zedong : *«compter* principalement *sur ses propres forces, prendre l'aide extérieure* seulement *comme appoint* (...). *C'est cela notre ligne»* (13).

Si nous examinons attentivement cette ligne telle qu'elle est définie par Mao Zedong, nous observons qu'elle se fonde sur deux principes de base devant guider le rapport d'un pays socialiste avec les pays étrangers (14) .

1 - Le principe d'autonomie ou de «compter sur ses propres forces»

En effet, *«la Chine est un pays socialiste. Notre système socialiste de dictature du prolétariat fait que nous devons maintenir la directive d'«autonomie et de confiance en soi» afin de faire la révolution et de construire le socialisme. Nous ne pouvons utiliser les méthodes de l'impérialisme et du social-impérialisme, oppression impitoyable du peuple travailleur, extension et pillage à l'extérieur pour développer notre propre économie nationale. Il n'est pas question non plus de vendre notre souveraineté, de dépendre de l'étranger et sombrer ainsi à l'état d'annexe ou de colonie de l'impérialisme. Notre unique voie est de nous appuyer sur la juste ligne du parti, sur l'initiative socialiste et la créativité des masses, de compter sur nos ressources nationales pour accroître la production en étant économes. C'est pourquoi autonomie et confiance en soi sont les principes fondamentaux de notre commerce extérieur et aussi le point de départ de toutes ses activités (...). En résumé, indépendance économique et indépendance politique sont inséparables. Sans indépendance politique, pas question d'indépendance économique ; sans indépendance économique, l'indépendance nationale est incomplète, fragile. Réaliser l'indépendance et l'autonomie du commerce extérieur est un aspect important de l'accession à l'indépendance économique».* (P. 200.213 de l'ouvrage cité ci-dessus).

Pourtant, *proner le principe de l'AUTONOMIE EN CE QUI CONCERNE L'EDIFICATION ECONOMIQUE DU SOCIALISME NE SIGNIFIE AUCUNEMENT SUIVRE UNE POLITIQUE AUTARCIQUE :* «Pour nous, bien sûr, prôner l'autonomie et la confiance en soi ne signifie pas du tout adopter une politique isolationniste et ne point développer le commerce extérieur» (P. 202 idem)

C'est pourquoi développer le commerce extérieur avec l'étranger afin qu'il renforce la base matérielle de la dictature du prolétariat, se confond avec compter sur ses propres forces (15) car, dans la société socialiste, il est nécessaire d'augmenter le fonds d'accumulation, c'est-à-dire la production (16) : *«Le commerce extérieur d'un pays socialiste est utile au processus d'élargissement de la proportion de la reproduction. Il permet de pallier un manque momentané de certains produits importants dû aux conditions de production et aux conditions naturelles. Il permet de com-*

Sud-Est, ces derniers fournissant avant tout une main d'œuvre à bon marché et les pays capitalistes développés les équipements et les capitaux (...) Rien n'est dit sur la dépendance inhérente à cette voie (avec, avant tout, endettement croissant envers les pays les plus riches) et ses conséquences... Ainsi, la Chine s'engage non seulement dans une dépendance technologique croissante envers les pays les plus industrialisés, mais même aussi des activités identiques à celles du capitalisme financier international et dans le même but : rechercher les activités les plus rentables». (*P. 14-15*)

(*10*) *Charles Bettelheim constate que* «cette «irruption du commerce extérieur fait partie d'un ensemble, d'une ligne politique (...). Il s'agit d'une ligne révisionniste». (idem *P. 42*);

(*11*) Patrick Tissier. idem P. 15

(12) P.I. N°9 (1977)

(*13*) *On se reportera à la citation complète qui se trouve au début de cet article — souligné par nous —.*

(*14*) *L'analyse de ce rapport entre la «Chine et les autres pays» a été faites par Mao Zedong dans : «Sur les dix grands rapports» en 1956 (O.C. Tome V P. 327)*

(*15*) «Être autonome, compter sur ses propres forces et développer le commerce extérieur se confondent» (*P. 206.* Monnaie, salaire, commerce extérieur (...)

(16) *On se reportera à l'article sur la Chine dans F.R. N° 5 (p. 26)*

bler des brèches accidentelles surgissant dans la planification et d'introduire des techniques avancées, utiles à la modernisation de l'industrie et de l'agriculture. Enfin, il fournit à l'Etat des réserves en devises. C'est pourquoi développer le commerce avec les autres pays (...) n'est pas du tout nuisible au principe d'autonomie. Bien plus, il permet d'être plus autonome, de compter davantage sur ses propres forces dans la construction du socialisme» (idem P. 202).

En effet, *«le commerce extérieur d'un pays socialiste est une composante indispensable de l'économie nationale»* (idem P. 202) car il y a un lien d'interdépendance entre la production et la circulation : *«le commerce extérieur appartient à la sphère de la circulation, la relation entre commerce extérieur et production est une relation entre circulation et production. Le développement de la production socialiste est la base matérielle du développement du commerce extérieur. Sans développement de la production, le commerce extérieur devient une eau sans source, un arbre sans racine. Ce n'est qu'en stimulant vigoureusement le développement de la production qu'il est possible d'avoir des sources d'exportation suffisantes et des importations plus abondantes, de sorte que le travail commercial puisse progresser. Nous savons que dans le processus de la production matérielle, la production tient une place déterminante, mais la circulation, elle, n'a rien d'un élément passif, négatif, par rapport à la production»* (idem P. 226)

Comment va donc s'opérer l'échange avec les pays étrangers dont l'aide ne peut être considérée que comme appoint ? C'est ce que précise le deuxième principe de base...

2 - Le principe de l'égalité, de l'avantage réciproque et de la complémentarité

«Nous avons toujours pensé que développer le commerce, les échanges économiques et techniques avec les autres pays selon le principe d'égalité, d'avantages réciproques et de complémentarité est non seulement profitable aux progrès économiques mutuels mais encore nécessaire» (idem P. 202) , étant donné que *«nous affirmons : tous les pays, petits ou grands, riches ou pauvres, doivent être égaux. Le commerce extérieur doit reposer sur l'égalité, l'avantage réciproque et la complémentarité, c'est-à-dire que toute opération commerciale doit respecter la souveraineté et les souhaits des partenaires, veiller à répondre aux besoins des deux parties et prendre en considération leurs possibilités, afin de favoriser le développement économique réciproque»* (idem P. 217)

Dans l'application de ce principe nous distinguerons :

– les relations avec les pays capitalistes :

«Le commerce entre pays socialistes et capitalistes doit être fondé sur le principe de l'égalité et d'avantages réciproques. La politique commerciale chinoise vis-à-vis des capitalistes d'Occident a toujours été animée de ce principe : elle établit et développe des relations commerciales en tenant compte des besoins et des possibilités et en discernant à chaque fois la situation propre (...). Il faut en effet que ce qui se fait à l'étranger serve en Chine, il nous faut associer l'étude et la création afin d'affirmer notre capacité à construire le socialisme de façon autonome et en comptant sur nos propres forces afin d'accélérer encore cette construction. (...) Depuis quelques années, notre commerce avec les pays capitalistes n'a pas cessé de se développer et de s'élargir. Toutefois, nous devons rester lucides (...). *Tant que subsistent les pays capitalistes, les prix du marché mondial varient constamment, surtout avec l'aggravation continuelle de la crise économique et monétaire du monde capitaliste : les fluctuations des prix sont encore plus grandes. Dans ce commerce avec les pays capitalistes, les pays socialsites cherchent à obtenir que les marchandises aient un prix équitable et raisonnable. Nous devons mieux étudier l'économie capitaliste et la situation du marché mondial et suivant le principe d'égalité et d'avantages réciproques, fixer les prix de façon souple, cela afin que les marchandises exportées soient vendues à un prix convenable et*

fournissant à l'Etat des devises étrangères afin de fixer des prix d'importation raisonnables et d'économiser des sorties de devises et éviter les pertes inutiles» (idem P. 222-238).

— Les relations avec les pays du Tiers Monde :

«Le commerce entre les pays socialistes et les pays amis du Tiers Monde n'est pas un simple échange de marchandises, c'est aussi une façon de se soutenir et de s'aider les uns les autres dans le combat contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme pour gagner l'indépendance complète. Les pays socialistes doivent en fonction des besoins et possibilités, étendre toujours davantage leurs échanges commerciaux avec les pays du Tiers Monde, s'entraider pour combler leurs manques réciproques et promouvoir le développement solidaire de l'économie nationale de chaque pays en comptant sur ses propres forces. La Chine est un pays socialiste, elle est aussi un pays en voie de développement. Elle appartient au Tiers Monde (...). Nous avons toujours soutenu les fermes exigences des pays du Tiers Monde visant à changer les relations économiques internationales excessivement inégales (...). Dans ces circonstances, notre commerce avec les pays du Tiers Monde constitue une attaque efficace contre les marchés monopolistes internationaux, les bénéfices frauduleux, les excroqueries économiques, l'échange à valeur inégale et autres pratiques ignobles de l'impérialisme et du social-impérialisme». (Idem - p.218,219,220).

C'est en 1963 que Chou En-laï précisa la nature des relations commerciales de la R.P.C. avec les pays du Tiers Monde. Ce sont les huit principes (17).

En second lieu, pour que ces principes de base soient appliqués selon la voie socialiste de développement économique, deux conditions fondamentales sont à respecter :

1 - Le contrôle du commerce exterieur par l'Etat de dictature du prolétariat

C'est en maintenant ce contrôle étatique que la Chine a pu gagner la souveraineté totale sur tout ce qui concerne le commerce extérieur : le pouvoir de décision sur le type, la quantité de marchandises à importer ou à exporter, ainsi que sur les conditions commerciales nous appartient». (Idem - p.213).

En effet, «tant que subsiste le capitalisme, nous devons bien voir que, si nous abandonnons le contrôle du commerce extérieur, les crises économiques et les fluctuations du marché du monde capitaliste peuvent à tout instant se répercuter sur notre économie à travers le commerce extérieur et causer dommage à notre production agricole et industrielle ou même la briser. Le contrôle du commerce extérieur nous permet de protéger le développement planifié de l'économie nationale, de prévenir les empiètements économiques de l'impérialisme et de parer à l'influence des forces spontanées du marché capitaliste. Ce contrôle permet aussi à l'Etat d'être cohérent dans ses activités commerciales, d'accroître les forces de lutte sur le front économique vis-à-vis de l'étranger, conditions primordiales à l'entretien des relations commerciales régulières avec les pays sur une base égalitaire d'avantages réciproques». (Idem - p.211).

Par conséquent, «pour protéger et consolider la dictature du prolétariat nouvellement instaurée, pour préserver l'indépendance politique et économique du pays et pour constuire le socialisme sans obstacle, il est nécessaire d'instaurer un contrôle ou un monopole d'Etat sur le commerce extérieur. Une des caractéristiques essentielles du commerce extérieur socialiste est d'être contrôlé par l'Etat de dictature du prolétariat et de jouir d'une autonomie complète par rapport à l'étranger. Ce contrôle ou monopole d'Etat sur le commerce extérieur signifie que l'Etat de dictature du prolétariat en a la maîtrise, que toutes les activités commerciales sont placées sous la direction centralisée et la gestion unifiée de l'Etat et qu'elles procèdent à la fois de la planification économique et de la politique intérieure. *Ce monopole d'Etat est un principe fondamental du socialisme. Son existence n'est pas seulement un problème économique, mais avant tout une question de ligne».* (Idem - p.207 - souligné par nous).

(17) «1-Le gouvernement chinois observe invariablement le principe de l'égalité et des avantages réciproques dans son aide à l'étranger. Il ne la considérera jamais comme une aumône estimant que l'aide est toujours mutuelle.
2 - Dans son aide à l'étranger, le gouvernement chinois respectant strictement la souveraineté des pays n'assortit cette aide d'aucune condition ni ne réclame aucun privilège.
3 - Le gouvernement chinois apporte son aide économique sous forme de prêts sans intérêt ou à bas intérêt ; en cas de besoin, il proroge le délai de remboursement afin d'alléger autant que possible les charges des pays bénéficiaires.
4 - Par son aide à l'étranger, le gouvernement chinois vise non pas à placer les pays bénéficiaires sous la dépendance de la Chine mais à les engager à s'engager graduellement dans la voie qui leur permettra de développer une économie indépendante en comptant sur leurs propres forces.
5 - Les projets de construction entrepris par les pays bénéficiaires avec l'aide du gouvernement chinois sont dans la mesure du possible ceux qui, pour un minimum d'investissements, produisent de prompts résultats et cela pour permettre aux gouvernements des pays bénéficiaires d'accroitre leurs revenus et d'accumuler des fonds.
6 - Le gouvernement chinois fournit, au prix du marché mondial, les meilleurs équipements et matériaux de sa production. Au cas où ces équipements et matériaux ne seraient pas conformes aux spécifications et à la qualité convenues, le gouvernement chinois prendra sur lui de les remplacer.
7 - Quelle que soit la nature de l'assistance technique fournie à l'étranger par le gouvernement chinois, il fera en sorte que le personnel des pays bénéficiaires puisse en

maîtriser pleinement les techniques.
8 - Les experts envoyés par le gouvernement chinois dans les pays bénéficiaires pour aider à l'édification vivront dans les mêmes conditions matérielles que les experts des pays en question et ne seront autorisés à formuler aucune demande spéciale ni à jouir d'aucune commodité particulière.»
[P.I. n°48 1977 - p.28]

(18) On se reportera à l'exposé de cette loi dans F.R. n°5 (documents p.32)

2 - Le monopole d'Etat sur le commerce extérieur doit s'exercer selon la loi économique de la gestion planifiée et équilibrée (18)

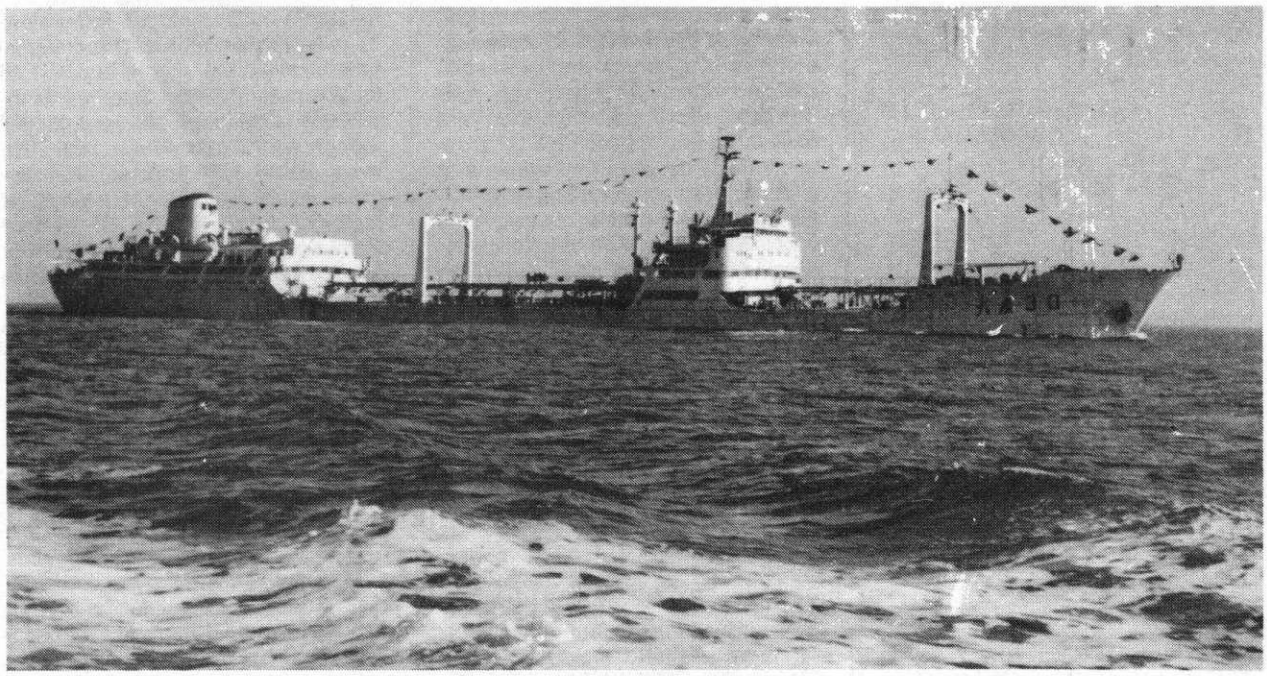
«L'économie socialiste est une économie planifiée qui repose sur la base de la propriété publique des moyens de production, l'économie nationale se développe selon un plan proportionné, c'est là une loi économique du socialisme. Pour que l'édification économique réponde à cette loi objective du développement planifié et proportionné, la Chine, sous la direction unique du parti applique le principe «planification d'ensemble et dispositions appropriées» dans toutes les activités des différents secteurs de l'économie nationale. Ces derniers peuvent ainsi être intimement liés les uns aux autres de façon organique, et s'engager dans la bonne direction pour un développement rapide (...). Le contrôle étatique sur le commerce extérieur a procuré une base solide au développement planifié et proportionné». (Idem - p.223,224).

Examinons en détail et précisons la fonction de cette loi économique de la gestion planifiée et équilibrée par rapport au commerce extérieur :

— en ce qui concerne la gestion planifiée, «lorsque l'économie nationale entra dans sa période d'édification planifiée, le commerce extérieur, basé sur les besoins des plans quinquennaux et coordonné à l'ensemble du développement économique, fut très important pour organiser de façon planifiée les échanges des marchandises nationales et étrangères, pour stimuler l'industrialisation, ajuster l'approvisionnement du marché intérieur, aider enfin la production agricole, les transports et la recherche scientifique (...). L'Etat mit sur pied des offices spécialisés et des entreprises nationales pour le commerce extérieur. Leurs activités furent unifiées d'après la politique du parti et de l'Etat et dans le cadre de la planification de l'économie nationale. Ces mesures ont transformé de fond en comble la nature semi-coloniale du commerce extérieur et ont permis de fonder un commerce extérieur de type nouveau, contrôlé par l'Etat, indépendant, au service des intérêts du peuple (...)». (Idem p.198,203).

En effet, «le commerce extérieur (...) doit dans toutes ses activités en référer au plan unifié de l'Etat et du parti (...). Le parti et l'Etat dirigent et gèrent tous les échelons du commerce extérieur ainsi que ses secteurs spécialisés ; une réglementation précise a été fixée pour les services d'approvisionnement, le plan d'importations et d'exportations, la division du travail de gestion, la maîtrise des prix, le contrôle des changes et l'emploi des devises étrangères, ainsi que les relations extérieures». (Idem - p. 224). Précisons : «Le commerce extérieur a pour tâche l'échange des marchandises entre la Chine et les autres pays. *Le contenu principal du plan commercial est d'organiser les importations en fonction du niveau de développement du pays, des exigences du développement de la production et des besoins du marché ; il doit fixer aussi les exportations en tenant compte des besoins en Chine et à l'étranger, et de l'offre possible en produits d'exportations.* Pour les importations, il faut appliquer fermement le principe «autonomie et confiance en soi», partir de la situation réelle, différencier l'important et le secondaire, ce qui est urgent et ce qui peut attendre, voir ce qui est absolument nécessaire à l'édification du pays du fait des insuffisances temporaires de la production intérieure ; des produits, équipements et techniques qui permettent de stimuler notre développement autonome, de gagner du temps et d'accélérer le rythme de notre édification peuvent aussi figrer dans le plan. En même temps, il faut s'organiser au mieux en suivant le principe «garantir l'essentiel, ne pas négliger le général», nous ne devons ni éparpiller nos forces ni les gaspiller. On ne doit faire venir de l'étranger des équipements et des techniques avancées que pour combler une insuffisance provisoire de la production ou bien à titre d'échantillon modèle, dans le but de rattraper et de dépasser le niveau mondial avancé (...). En ce qui concerne les exportations, nous nous basons sur les possibilités qu'offre la production, nous multiplions les points d'approvisionnement, organisons activement les exportations, confrontons production et plan d'achat». (Idem - p.226, 227 - souligné par nous).

— En ce qui concerne la gestion



Bateau citerne de 10 000 tonnes fabriqué à Takien.
Progressievement la Chine constitue une flotte de commerce pour assurer une plus grande maitrise de ses échanges extérieurs.

équilibrée, «lorsque la Chine fixe son plan de développement économique (qui comprend le plan du commerce extérieur), les enseignements du président Mao doivent être suivis, il faut appliquer la directive «planification d'ensemble et dispositions appropriées», prendre garde à *l'équilibre global*. Cela nécessite de partir de l'ensemble, de peser le pour et le contre, de ne négliger aucun domaine, de prévoir à court et à long terme, de voir l'essentiel et le général, afin que le commerce extérieur remplisse bien sa fonction de complément et d'ajustement pour certains produits importants nécessaires à la construction du socialisme». (Idem - p. 225 - souligné par nous).

En effet, «commerce extérieur et intérieur appartiennent tous deux à la sphère de la circulation, leurs objectifs fondamentaux concordent : ils sont au service de l'Etat socialiste et du peuple, ils doivent répondre à leurs besoins. Bien que fondamentalement en accord, ils ont quand même entre eux quelques contradictions. Il y a surtout contradiction entre la capacité d'exportation d'une marchandise donnée à une époque donnée et la capacité d'approvisionnement du marché intérieur. La méthode que nous appliquons pour résoudre correctement cette contradiction est de partir des besoins de la vie quotidienne du peuple et de l'édification du pays en nous basant sur le marché intérieur. Nous considérons ce qui est favorable au renforcement de l'alliance paysans-ouvriers, au développement de l'économie, mais aussi les besoins de la vie quotidienne du peuple et de l'édification du pays en nous basant sur le marché intérieur. Nous considérons ce qui est favoble au renforcement de l'alliance paysans-ouvriers.
au développement de l'économie, mais aussi les besoins de la lutte politique et économique de notre pays avec l'étranger, et de la construction de l'économie (...). Pour soutenir matériellement cette lutte, un Etat socialiste doit toujours prélever une partie de la production à des fins d'exportation. L'édification du socialisme à l'intérieur de nos frontières nécessite également l'importation de certains produits appropriés». (Idem - p.229 - souligné par nous).

Aussi, «le commerce extérieur et intérieur sont deux parties d'un tout, ils doivent grâce au plan unifié d'Etat, se correspondre et coopérer». (Idem - p.229).

De même, «dans *l'équilibrage du plan du commerce extérieur*, il faut articuler non seulement les relations

entre commerce et production, commerce extérieur et intérieur, commerce et autres secteurs comme par exemple les transports, mais on doit aussi tenir compte des divers aspects du commerce extérieur, par exemple : importations et exportations, exportations et fournisseurs, commerce et réglement de frais, relations entre les secteurs centraux et les localités, entre le littoral et l'intérieur des terres, entre différents points du littoral, etc.». (p.229 - souligné par nous - Idem).

Développement et structures des échanges commerciaux

Depuis le 25 octobre 1971, date d'admission de la RPC à l'O.N.U., le commerce extérieur chinois a connu un très net développement.

1 - Développement et nature des échanges commerciaux avec les pays capitalistes de 1971 à 1978

En premier lieu, examinons cette progression du commerce extérieur durant le quatrième plan quinquennal (1971-1975) : en 1975, le montant des importations et des exportations avait été multiplié par 1,95 par rapport à 1965. Cela représentait une augmentation de 4,66 par rapport à 1952. De même, la R.P.C. avait établi des rapports commerciaux avec plus de 150 pays et régions, dont plus de 50 avaient signé des accords gouvernementaux et des conventions commerciales (19).

Au cours de ces cinq années, entre 1971 et 1975, la composition des importations chinoises s'établissait de la façon suivante : produits alimentaires : 16 % (essentiellement des céréales) ; matières premières : 18 % ; produits chimiques : 11 % ; produits industriels : 55 % (22 % des produits industriels étant des usines) (20). Pourtant, le commerce extérieur de la R.P.C. ne constitue qu'une part assez faible du produit national : 4 % du produit national brut (21).

Examinons donc l'évolution du commerce extérieur avec les pays capitalistes durant le quatrième plan quinquennal essentiellement :

— d'abord, l'évolution du commerce extérieur par grandes catégories de produits entre 1966 et 1975 (en millions de dollars) (22) :

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	Céréales et engrais	Machines équipements	Total	Produits manufacturés	Pétrole et dérivés	Total
1966	555	455	2035	928		2210
1970	510	395	2240	861		2050
1972	535	520	2835	1327		3085
1975	1135	2165	7385	2565	910	6930

- Ensuite, les principaux résultats du commerce extérieur par pays (en millions de dollars) (23).

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1972	1974	1976	1972	1974	1976
France	60	160	355	105	163	195
RFA	165	421	623	106	193	271
Italie	77	105	127	84	117	155
Grande-Bretagne	73	167	125	83	156	156
Canada	261	446	200	49	62	90
Etats-Unis	64	807	136	32	115	202
Japon	609	1984	1663	491	1305	1371

(19) Les données se trouvent dans «Monnaie, salaire, commerce extérieur...» [Idem p.205]

(20) Chiffres cités par le «Courrier des pays de l'Est» (Documentation française) de juin 1978 (n°219)

(21) Chiffre avancé par Alain Lefebvre dans «Le système économique chinois» p.179. Edition Privat.

(22) Idem, p.173

(23) Idem. p.173

Le commerce extérieur se fait donc avant tout durant cette période avec le Japon, premier partenaire commercial avec 15 milliards d'échange de francs en 1976 et l'Europe avec en tête la R.F.A. avec 4,5 milliards de francs d'échange en 1976 (24).

En second lieu, si on examine la progression du commerce extérieur au cours du cinquième plan quinquennal (1976-1980), on remarque qu'à la suite de la lutte contre les Quatre au sein du P.C.C. les échanges de la R.P.C. avec l'extérieur se sont surtout développés à partir du second trimestre 1977 et qu'ils ont connu une forte expansion tout au long de l'année 1978 :

• En 1977, les échanges de la Chine avec l'extérieur se sont élevés à 4,3 milliards de dollars, ce qui constitue une augmentation de 8 % par rapport à 1976, avec une balance favorable à la Chine de 1,4 milliard de dollars. Les importations ont augmenté de 7,3 % (soit 6,450 milliards de dollars) et les exportations de 8,2 % (soit 7,844 milliards de dollars). A ce sujet, la presse du parti observe : «En 1977, 63 % des exportations sont des produits de l'industrie minière, lourde ou légère, en particulier textile, 37 % sont des produits de l'agriculture ou des activités auxiliaires. Parmi les produits exportés figurent le pétrole brut, le charbon, les machines-outils, le satin et la soie, ainsi que des objets d'art artisanal. Pour mieux nous inspirer de l'expérience des autres pays et accélérer le rythme de notre édification, nous avons importé l'année dernière des équipements pour les forages pétroliers, l'extraction de la houille, la production d'engrais chimiques, les centrales électriques, l'industrie pétrochimique, le laminage, etc., ainsi que la technologie qui s'y rapporte». (26).

• En 1978, le volume d'importations et d'exportations a été en augmentation de 39 % et de 20 % respectivement par rapport à 1977 et cela avec un mois d'avance ! (27). Mais bien que l'état de la balance des paiements de la R.P.C. ne soit pas encore connu, cela ne signifie pas nécessairement qu'il soit déficitaire car tout dépend de la nature des produits exportés qui peuvent bénéficier de l'augmentation des prix au niveau mondial (par exemple, pétrole, riz, et produits textiles).

D'ailleurs, la presse du parti indique qu'«en 1978, les rentrées de devises étrangères dans notre pays ont marqué une augmentation de 21,4 % sur 1977 et les recettes des exportations se sont accrues de 28,6 %. Par rapport à 1977, les devises non commerciales ont augmenté de 40 %. Parmi elles, celles venues des Chinois d'outre-mer ont augmenté de 20,1 %, des affaires touristiques de plus de 200 %, des transports maritimes et des ports de 33,5 %». (28)

L'année 1978 aura représenté un tournant important dans les échanges de la RPC avec les pays capitalistes : c'est d'abord l'accord à long terme (huit ans) signé le 16 février 1978 avec le Japon d'une grande ampleur dont nous verrons l'examen en détail dans l'annexe I de cette étude ; c'est ensuite l'accord d'une durée de cinq ans avec la C.E.E. en avril 1978 dont la signification est sans doute plus politique qu'économique puisque la C.E.E. est déjà le second partenaire commercial de la RPC (surtout, machines et équipements) : il s'agit pour la RPC de montrer qu'elle est favorable à l'intégration politique de l'Europe à la différence de l'URSS qui ne reconnaît toujours pas la C.E.E. en tant que telle et souhaite négocier un accord commercial de bloc à bloc, c'est-à-dire entre le C.A.E.M. et la C.E.E. ; c'est enfin, début décembre 1978, l'accord sino-français par lequel la RPC a décidé d'acheter les équipements de deux centrales électriques nucléaires et qui indique que «les deux parties pratiqueront une ample coopération et de vastes échanges dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, des sources d'énergie, de l'exploitation des mines, de la sidérurgie, de l'aviation, des techniques spatiales et de construction mécanique». (29)

• En 1979, c'est d'abord l'accord de coopération scientifique et technique avec les USA valable pour une durée de cinq ans signé au cours de la visite de Deng Xiaoping (Teng Hsiao Ping), qui stipule que : «La Chine et les Etats-Unis coopèrent sur une base d'égalité et d'avantages réciproques, dans les domaines de l'agri-

(24) *Chiffres donnés par le journal* La Croix *(14/12/1977)*

(25) *Les chiffres en pourcentage sont donnés par la revue «Courrier du pays de l'Est» n°219 (juin 1978). Les camarades chinois les contestent en indiquant une progression pour l'ensemble du commerce extérieur par rapport à 1976 de 12 %, mais ils n'indiquent pas le détail (P.I. n°4 (1978).).*

Nous avons donc retenu le pourcentage de la revue du «Courrier des pays de l'Est» pour la seule raison qu'est également indiquée l'augmentation en pourcentage des importations et des exportations.

(26) *P.I. n°4 (1978)*

(27) *P.I. n°50 (1978) P.5*

(28) *P.I. n°7 (1979)*

(29) *P.I. n°50 (1978) P.9, 12*

culture, de l'énergie (physique des hautes énergies), de l'espace, de la santé, de l'environnement, de la géologie, de la mécanique» et que : «les deux parties sont d'accord pour conclure des accords sur le commerce, l'aviation et les transports maritimes (...)». (30)

C'est ensuite, l'accord de coopération économique sino-britannique d'une durée de 7 ans avec un volume d'échanges de 14 milliards de dollars, (identique à celui envisagé avec la France) signé le 4 mars 1979 qui devrait porter sur la sidérurgie, l'aviation civile et militaire (avion interrupteur à décollage vertical Hawker Harrier), l'énergie électrique, les chemins de fer. (31)

Pourtant, malgré ce très net accroissement du commerce extérieur avec les pays capitalistes, la presse du parti en décembre 1978 observait que «le volume d'exportation ne représente que 6 % de celui du monde entier et cela ne correspond pas à la position internationale du pays» (32). Il faut se rappeler en effet que le camarade Hua Guo-Feng avait annoncé il y a un an que la RPC, dans le cadre du programme décennal de développement économique (1976 - 1985), devait réaliser 120 grands projets industriels, dont 10 aciéries, 10 importantes exploitations de pétrole et de gaz, 8 mines de charbon, 30 centrales électriques, 6 nouveaux axes ferroviaires, 5 grands ports...

2 - La structure de ces échanges commerciaux.

D'une part, avec l'avancée de l'industrialisation, la structure des importations et des exportations a subi de grands changements : ainsi, «en ce qui concerne la nature des marchandises exportées, grâce au développement de l'industrie, le pourcentage des produits agricoles et artisanaux est inférieur à celui des produits industriels et miniers, qui représentent actuellement 65 % du volume global de nos exportations contre 30 % au moment de la Libération». (33)

D'autre part, la structure des échanges extérieurs illustre à la fois le contrôle de l'état sur le commerce extérieur par l'intermédiaire d'une planification et l'appartenance de la RPC au Tiers Monde :

— La structure des importations traduit une ligne de développement planifiée et sélective puisque la RPC n'importe que des équipements industriels (sous forme d'équipements complets ou même d'usines clés en mains) dans les domaines où la production est actuellement gravement déficitaire (chimie de base surtout avec le Japon et la RFA).

Elle importe également des demi-produits (acier laminé, engrais, surtout avec Japon et C.E.E.), des métaux ferreux et non ferreux, des techniques nouvelles (matériel d'extraction et de forage, machines-outils, équipements électriques, appareils de précision, téléviseurs, textiles synthétiques, camions, avions) utiles à son développement économique et à sa défense (34) selon la ligne : achat, étude, critique, transformation, construction. C'est ce qu'indique Li Kiang, ministre du Commerce extérieur : «Ces dernières années, pour répondre aux besoins de l'édification socialiste, la Chine a importé, selon des plans et en les sélectionnant, des techniques et des installations complètes pour la production d'engrais chimiques, de fibres chimiques, d'acier laminé et d'électricité. Cela a joué un rôle positif dans l'accélération du développement de notre production industrielle et agricole et le renforcement de nos propres forces» (35).

En revanche, deux postes particulièrement gonflés dans la plupart des pays du Tiers-Monde sont ici très peu représentés, les biens de consommation industriels dont les importations sont pratiquement nulles, les achats alimentaires qui tiennent une place modeste : 2 à 7 millions de tonnes par an (surtout de blé) bien que les achats d'engrais restent toujours importants.

— la structure des exportations montre clairement que la RPC est un pays du Tiers-Monde : elle exporte traditionnellement et en solidarité avec le Tiers-Monde des produits alimentaires (soja, riz, cacahuètes, la soie de porc, le porc, des volailles, des conserves, des filets de laine et du thé) (36), des produits miniers (essentiellement le charbon), des produits d'industrie légère (quincaillerie, roulement à billes, moteurs diésel, machines textiles et agricoles), quelques produits métallurgiques (tungstène, étain, talc, aluminium, titane, fil de cuivre), beaucoup de produits ma-

(30) P.I. n°6 (1979) P.9-12

(31) Ces données sont revélées par le journal «Le Monde» du 6 mars 1979 et confirmées par P.I. n°11 (1979) P.26

(32) P.I. n°50 (1978) P.5

(33) P.I. n°9 (1977) P. 18

(34) P.I. n°32 (1978) P. 4. De même, on se reportera à «Monnaie, salaire, commerce extérieur...» (idem P. 237)

(35) P.I. n°26 (1978) P. 21

(36) La part des produits alimentaires dans les exportations reste élevée, ce qui s'explique dans une assez large mesure par l'aide de la R.P.C. aux pays du Sud-Est asiatique et à l'Afrique. (Voir «problèmes économiques» n°1349 de décembre 1973. Documentation française).

nufacturés à technologie simple (bicyclettes, machines à coudre, jeux, cotonnades, lainages, soieries, chaussures, vêtements). (37)

Aussi, comme l'observe justement un économiste, membre de l'Association des amitiés franco-chinoises : «pour l'essentiel, cette structure des exportations est celle de nombreux pays du Tiers-Monde : la Chine est à la fois en concurrence avec ces pays sur le

Commerce exterieur

• LA STRUCTURE DES IMPORTATIONS

Les postes importants des importations chinoises ont été l'an dernier : les produits sidérurgiques, les engrais chimiques, les produits alimentaires, les cargos d'occasion. Par contre, les importations de machines et équipements sont restées peu importantes, comme en 1976.

La Chine a acheté quelque 5 millions de tonnes de ***fer et acier****, ce qui constitue près du quart du total de ses importations en volume, dont 4,35 millions de tonnes au Japon ; les achats à la CEE ont été très faibles, par contre, en ce qui concerne l'année 1978, des commandes relativement importantes ont été passées avec des pays de la Communauté lors de la foire de Canton de l'automne 1977.*

*Les importations d'****engrais chimiques*** *ont également augmenté l'an dernier : 1 900 000 tonnes au Japon ; 500 000 tonnes en Europe occidentale à la société NITREX ; 17 000 tonnes aux Etats-Unis ; 50 000 tonnes de potasse au Canada, plus quelques achats au Koweit et à la Roumanie, le tout dépassant probablement les 2 500 000 tonnes importées en 1976.*

Les produits alimentaires

En raison des mauvaises récoltes de céréales de 1976, la Chine, dès la fin de l'année 1976, a acheté pour environ 7 millions de tonnes de blé au Canada, Australie, ... avec des livraisons échelonnées de juillet-août 1977 à juillet-août 1978 (contre 2 millions de tonnes pour la même période de l'année 1976).

Le sucre : 1,5 million de tonnes en 1977 contre 0,5 à 0,6 en 1976, les pays fournisseurs étant la Thaïlande, les Philippines et l'Australie.

Autres importations de denrées aliementaires : le soja avec 390 000 tonnes aux Etats-Unis, 300 000 tonnes au Brésil ; huile de soja et un peu d'huile de palme.

Les cargos d'occasion *: 33 ont été achetés entre mai et septembre 1977 et 60 à la fin de l'année.*

Les importations de ***machines et équipements*** *ont cette année encore été très peu importantes, environ 1 milliard de dollars, dont seulement 220 millions achetés au Japon.*

• LA STRUCTURE DES EXPORTATIONS

Deux faits ont facilité le développement des exportations chinoises en 1977 : les ventes de pétrole et l'augmentation des prix.

La Chine, en dehors des 6,53 millions de tonnes de pétrole vendues au Japon, a également exporté 800 000 tonnes aux Philippines et 150 000 tonnes à la Thaïlande, soit au total 7,48 millions de tonnes de pétrole brut. Il faut y ajouter pour 130 millions de dollars de produits pétroliers.

Les ***produits agricoles*** *continuent à compter pour 40 % du total des exportations chinoises ; même s'ils ont diminué en quantité, ils ont augmenté en valeur du fait de la montée des prix du riz.*

Les ***textiles et produits textiles*** *constituent le troisième poste des ventes de la Chine à l'extérieur ; là encore, si les ventes ont diminué en quantité (la Chine a vendu 10,8 % de moins en 1977 qu'en 1976 de produits textiles au Japon) elles ont augmenté en valeur de 13,9 %.*

Les échanges de la Chine avec l'extérieur se sont développés à partir du deuxième trimestre 1977, et semblent devoir poursuivre le même taux d'expansion pendant l'année 1978.

Extrait de *Courrier des Pays de l'Est* n°219 - juin 1978.

(37) «Monnaie, salaire, commerce extérieur...» Idem P. 236 et P.I. n°32 (1978) P.4

plan des marchés (prix mondiaux faibles à cause de l'offre abondante) et solidaire de leur combat commun contre les pays industrialisés qui exercent leur domination : tout comme l'Inde, les Philippines, le Sénégal...., *la Chine subit les effets de l'échange inégal qui fait qu'en échangeant par exemple une certaine quantité de sandalettes contre une machine en provenance de R.F.A. ou des Etats-Unis, la Chine comme les autres pays du Tiers-Monde fournit beaucoup plus d'heures de travail qu'elle en reçoit»* (38).

Mais depuis 1973, un facteur sans doute déterminant doit être considéré dans le cadre de la ligne en matière de commerce extérieur qui consiste à augmenter l'exportation pour accroître l'importation : en effet, depuis cette date, la RPC exporte du pétrole (elle se révèle depuis 1965 comme une des régions possèdant les plus importantes réserves mondiales((39) et, exceptée l'année 1976, elle n'a cessé d'accroître le volume de ses exportations (surtout avec le Japon).

Le débat sur le commerce exterieur (40)

«Le fait que nous nous mettions à l'école de la bourgeoisie est appropriation sélective, basée sur l'analyse à partir des positions du prolétariat et du socialisme, et non pas un alignement sur celles de la bourgeoisie et du capitalisme» (Hou Kia-mou. P.I. N° 45. P. 11)

En premier lieu, rappelons brièvement la position des quatre sur la politique du commerce extérieur :

— elle a été, une première fois, exprimée dans la presse du parti en 1973, après que la RPC eut commencé à développer son commerce extérieur, dans le cadre du quatrième plan quinquennal, avec les pays capitalistes (importation de technologie avancée et exportation de pétrole). Dans un article intitulé : «critiquer la philosophie de servilité vis-à-vis de l'étranger», on peut lire que cette ligne suivie par le ministère du Commerce extérieur revenait à «importer sans limite des produits que nous pouvions fabriquer» et à «exporter sans frein tout ce dont nous avions un besoin impérieux». Cette ligne équivalait donc à renoncer au principe de compter sur ses propres forces puisque pour acheter des équipements et des usines à l'étranger, le ministère du Commerce extérieur était prêt à céder même aux autres «le droit souverain d'exploiter nos ressources minières», à «transformer notre pays en un marché de dumping, une base de matières premières, un atelier de réparation et un lieu d'investissements des pays impérialistes». (41)

— Elle a été, une seconde fois, exprimée à l'été 1976 dans un document critiquant un texte élaboré en 1975 par le conseil des Affaires d'Etat : «Quelques problèmes concernant l'accélération du développement industriel» généralement appelé : les «Vingt points» qui, selon les quatre, représentait un «programme sinistre pour la restauration capitaliste sur le front industriel» et «un exemple vivant de la ligne révisionniste» (42)

En ce qui concerne le point touchant l'importation et l'utilisation des techniques avancées, les quatre l'accusaient de «mettre notre industrie à la remorque des capitalistes étrangers», de «transformer nos mines en concessions étrangères» (43)

En second lieu, exposons l'analyse critique que fait le PCC de cette position à la suite du débat en son sein sur la politique du commerce extérieur avec les pays capitalistes : la ligne suivie par les quatre en matière de commerce extérieur s'identifie nettement à une ligne isolationniste ou autarcique : elle consiste en effet à limiter les importations, à négliger l'apprentissage des techniques avancées dans les autres pays, et à refuser d'exporter des matières premières :

— d'une part, il y a chez les quatre, une conception non dialectique du rapport à établir entre le principe de l'autonomie et celui d'importer de l'étranger pour assimiler ce qu'il y a de bon puisqu'ils opposent unilatéralement l'un à l'autre.

En effet, «les quatre ont poussé à l'extrême le principe de confiance en ses propres forces au point qu'il devint synonyme d'isolationnisme» (44). Zhou Enlai (Chou en Laï) n'avait-il pas déjà rappelé dès 1963 «par compter sur ses propres forces, nous ne voulons pas dire autarcie» ? (45)

(38) *Le système économique chinois, P. 172 - souligné par nous.*

(39) *Mention donnée par l'article «Pétrole et politique en Chine» dans le «Courrier des pays de l'Est» n° 197 de juin 1976 P. 3*
De même, dans le même article, on peut lire : «Peut-on faire des prévisions à plus long terme pour 1985, par exemple ? La plupart des spécialistes le font et pour une fois tombent d'accord pour prédire que d'ici dix ans la Chine aura atteint le niveau mondial des grands producteurs mondiaux (Etats-Unis, URSS, Arabie séoudite), soit 450 millions de tonnes». *P.8*

(40) *On se reportera à l'article sur la Chine dans FR n°5*

(41) *«Critiquer la philosophie vis-à-vis de l'étranger» Hongqi. Avril 1973 P. 23*

(42) *P.I. n° 42 (1977) P. 5*

(43) *Idem P. 11*

(44) *P.I. n° 49 (1978) P. 14*

(45) *Zhou Enlai (Chou En-laï) : entretiens télévisés avec le journaliste anglais Felix Green le 5 décembre 1963*

Il n'y a pas contradiction entre la politique d'importation et le principe de compter sur ses propres forces : «une politique d'importation ne signifie pas l'abandon de principe «indépendance et autonomie, confiance en ses propres forces ; au contraire, elle élèvera notre capacité de l'appliquer» (46). En fait, «compter sur ses propres forces» ne contredit pas «assimiler ce qu'il y a de bon à l'étranger», il s'en sert comme point d'appui (...) Sinon, l'on serait toujours à la traîne, l'on serait incapable d'édifier le socialisme ou on serait battu par l'ennemi avant d'y parvenir». (47)

Ainsi, une politique d'importation pour un pays socialiste peut se confondre avec une politique d'indépendance vis-à-vis de l'étranger mais à condition d'obéir à une exigence fondamentale, à savoir procéder de façon analytique et critique dans le cadre d'une planification d'Etat sélective : «Tout en demeurant fidèles au principe d'indépendance et de confiance dans nos propres forces, nous avons appris auprès des pays étrangers, de façon planifiée et sélective, et introduit des techniques nouvelles, mettant les bonnes expériences de l'étranger au service de la cause de notre édification socialiste. Cela incarne pleinement l'unité des contraires dans le rapport entre le principe «que l'étranger serve le national» et celui de «compter sur ses propres forces» (48). De même, «notre parti a toujours proposé d'apprendre auprès des autres pays. Apprendre d'une façon analytique et critique en liaison avec la situation de notre pays, et non pas de manière aveugle et en copiant» (49). Mais «cela ne veut pas dire que nous nous appuierons entièrement sur les étrangers. Notre principe à l'égard du matériel importé a été défini par le premier ministre Zhou Enlai (Chou en Laï) : premièrement, apprendre à s'en servir ; deuxièmement, bien l'utiliser ; troisièmement, l'analyser pour en dégager les points forts et les points faibles, et quatrièmement le transformer». (50)

Par conséquent, une politique d'importation de l'étranger menée selon la voie socialiste remplit une double fonction :

- elle permet d'apprendre de l'étranger pour qu'il serve le national en vue d'élever le niveau scientifique et culturel de la nation (51).

C'est pourquoi comme le dit l'ingénieur en chef du complexe pétrochimique de Changhaï : «Apprendre auprès des autres est nécessaire pour les rattraper. Introduire les techniques modernes nous fera gagner du temps et nous permettra d'affecter nos forces à la recherche dans les domaines où notre niveau peut être celui des autres pays. Si l'on agit selon les quatre, on doit utiliser les forces humaines et matérielles pour faire des recherches sur des problèmes que certains étrangers ont déjà résolus. N'est-ce pas du gaspillage ?». (52)

- elle permet de développer la production : «L'importation des équipements et des techniques a justement pour but d'accélérer son édification et non de la mettre sous la dépendance économique ou politique d'autres pays (...). Pourquoi n'utilisons-nous pas les facteurs positifs de l'étranger pour accélérer notre édification tout en comptant principalement sur nos propres forces ? L'impérialisme ne nous a pas fait plier et le social-impérialisme lui non plus n'a pas réussi à nous soumettre à sa loi. Y-a-t-il encore d'autres forces qui puissent nous écarter de la voie du développement indépendant ?». (55)

Par exemple, «sept grandes usines d'engrais chimiques importées par la Chine sont déjà entrées en service au cours des deux dernières années, les six autres étant en cours d'installation. Dans le passé, la production chinoise des engrais chimiques reposait principalement sur des entreprises moyennes et petites. Elle était loin de répondre aux besoins. L'Etat devait dépenser chaque année plusieurs centaines de millions de dollars américains pour en acheter à l'étranger. C'est pour mettre fin à cette situation que le président Mao et le premier ministre Zhou Enlai (Chou en Laï) ont approuvé en 1973 un plan prévoyant l'importation de ces usines» (54).

Ainsi, «selon la logique des quatre, la «révolution» signifiait que, tandis que les étrangers prenaient l'avion et utilisaient l'ordinateur, nous, les Chinois, devions enfourcher notre âne et nous servir d'un abaque» (55)

— d'autre part, il existe en outre, chez les quatre, une conception

(46) P.I. n°41 (1978) P. 20

(47) P.I. n°45 (1978) P. 11

(48) P.I. n°28 (1977) P. 9

(49) P.I. n°49 (1978) P.15

(50) P.I. n°41 (1978) P. 20

(51) «Notre principe consiste à nous inspirer des points forts de toutes les nations et de tous les pays, à apprendre tout ce qu'ils ont de vraiment bon dans les domaines politique, économique, militaire, scientifique, technique, littéraire et artistique. Mais nous le faisons de manière analytique et dans un esprit critique (...) Si l'on devait se refuser catégoriquement, sans distinction aucune, à apprendre des autres pays, la Chine en serait réduite à croupir indéfiniment dans un état arriéré, et comment pourrait-il alors être question de modernisation socialiste ? (...). Pour ce qui est des sciences de la nature et de la technologie, nous sommes en retard par rapport au niveau mondial, nous devons admettre ce fait, ne pas nous résigner à cet état de choses, mais y remédier au plus tôt». Hua Guofeng (Hua Kuo Feng conférence nationale sur les sciences. P.I. n°13 P.12)

(52) PI N° 49 (1978) P. 15

(53) PI N° 49 (1978) P. 14

(54) P.I. N°41 (1978) P.18

(55) PI N°1 (1979) P.30

non dialectique du rapport d'interdépendance entre importation et exportation car «en augmentant nos exportations, nous pourrons importer davantage d'équipements et de techniques avancés en vue d'accélérer notre édification socialiste» (56) :

«L'exportation des produits industriels et des minerais en échange d'installations et d'équipements complets est une politique qui correspond en tous points aux intérêts fondamentaux du prolétariat.

Lénine a dit: «Notre intérêt majeur est d'obtenir, au plus vite, des pays capitalistes les moyens de production (locomotives, machines, appareils électriques). (...) Nous obtiendrons l'essentiel au moyen de quoi nous nous renforcerons, nous nous reprendrons en mains définitivement et nous vaincrons (le capitalisme) sur le plan économique» (le VIIIe congrès des soviets de Russie, 1920)». (57)

Or, «pour coordonner leurs attaques contre l'exportation du pétrole, les quatre ont créé une tension artificielle sur la fourniture du pétrole à l'intérieur du pays dans le but de saboter l'économie nationale et le commerce extérieur.

Le Comité central a approuvé le plan de 1976, élaboré selon les dispositions d'ensemble pour la production, la consommation et l'exportation de combustibles et de matières premières. Ce plan était praticable». Mais après avoir approuvé le plan, les quatre donnèrent la directive «à Shanghai (Changhaï) et dans la province du Liaoning de convertir au pétrole un grand nombre d'entreprises fonctionnant au charbon, ce qui a provoqué une consommation massive de pétrole brut et des difficultés dans l'exécution du plan. Ainsi, des entreprises de certaines provinces et municipalités ont dû interrompre leur activité des raffineries de pétole n'avaient plus de pétrole brut et les équipements d'irrigation dans de nombreuses régions rurales cessèrent de fonctionner. Puis, elle fit volte-face et s'en est prise à l'importation du pétrole». (58).

Par conséquent, cette ligne autarcique préconisée par les Quatre revient par son incapacité à saisir le lien entre production et commerce à saboter l'activité du commerce extérieur et la tâche des quatre modernisaitons selon le principe socialiste de l'autonomie.

C'est ce qu'indiquait clairement le camarade Hua Guofeng, en juillet dernier, dans son discours à la conférence nationale sur les finances et le commerce lorsqu'il a proposé aux cadres de ces secteurs d'activité le bilan critique de cette ligne suivie par les Quatre : «(...) Annotant un rapport présenté par Li Xiannian, le président Mao avait indiqué pertinemment en 1959 : «Développer simultanément l'industrie, l'agriculture et le commerce, voilà une bonne formule, et c'est ce qu'il faut faire. Si l'on dépréciait le commerce et si l'on ne lui donnait pas son importance on ne pourrait pas développer les deux autres secteurs». C'est pourquoi, «en ce qui concerne le commerce extérieur, les représentants (à cette conférence) étaient tous conscients du fait que nous avons parfaitement le droit de nous livrer à des activités commerciales et à des échanges techniques avec l'étranger, selon nos besoins et conformément aux principes d'égalité, d'avantages réciproques et d'échanges en fonction des besoins de chacun et d'employer avec souplesse les méthodes courantes dans le commerce international afin de mener à bien notre commerce extérieur, *à condition de ne pas porter atteinte à notre souveraineté d'Etat et à notre indépendance économique et de correspondre à la ligne du président Mao en matière d'affaires étrangères».*

C'est pour cela qu'«il faut organiser de façon planifiée l'importation des techniques avancées». (59)

Ainsi, cette ligne «autarcique» en matière de commerce extérieur provient d'une conception dogmatique et s'identifie plus généralement à une ligne révisionniste de restauration du capitalisme sous sa forme ultra-gauche. (60)

Selon le PCC, la nature de classe de cette ligne suivie par les quatre serait petite bourgeoise, elle serait dûe à l'influence des forces de l'habitude de la petite production toujours présente dans les campagnes chinoises : «Avant la transformation socialiste de l'agriculture en Chine, la grande majorité des paysans étaient des petits producteurs qui se suffisaient à eux-mêmes pour la moitié, voire la plupart de leurs besoins, et la production marchande était très faible.

(56) PI N° 30 (1978). Discours de Li Xiannian (Li Sien nien) à la conférence nationale sur le commerce et les finances P. 17

(57) P.I. n°42 (1977) P.12

(58) P.I. n°9 (1977) P.18

(59) PI N° 30 (1978) P.8 et 9 souligné par nous.

(60) PI N° 28 (1977) P. 19

C'est pourquoi une partie de nos camarades ne se sont pas encore complètement libérés de l'influence des forces de l'habitude de la petite production. Ils traitent ou organisent la grande production socialiste avec la vision, les habitudes et les méthodes de la petite production et recherchent volontairement ou non une autarcie partielle ou totale». (61)

Pour conclure, il est nécessaire, selon le camarade Hua Guofeng (Hua Kuo Feng), en ce qui concerne le commerce extérieur entre autres, d'oser penser, d'oser agir, d'oser lutter contre le dogmatisme car «du moment que nous persévérons dans la continuation de la révolution sous dictature du prolétariat, nous devons avoir le courage de regarder bien en face et de dévoiler ce qui, dans nos mesures politiques concrètes, nos règlements nos méthodes de travail, nos conceptions idéologiques, ne correspond pas aux exigences des quatre modernisations et faire preuve de dynamisme pour reformer avec fermeté mais d'une façon judicieuse dans les divers secteurs de la superstructure et les rapports de production, la partie qui ne correspond pas au développement des forces productives. C'est ainsi que nous pourrons pleinement faire valoir la supériorité du système socialiste et établir constamment le bilan de notre expérience et que nous saurons découvrir, inventer, créer, progresser et nous inspirer des sciences et techniques avancées et des méthodes scientifiques dans la gestion des entreprises de l'étranger, afin de rattraper et de dépasser en livrant une lutte ardue au cours d'une période pas trop longue le niveau économique et le niveau technique les plus avancés des pays capitalistes».

Mais, «nous devons bien voir que dans la nouvelle période, le développement rapide de l'édification d'une économie et d'une culture socialiste et la réalisation progressive des quatre modernisations vont forcément poser des exigences nouvelles, plus rigoureuses, à notre activité financière et commerciale».

En effet, «nos contacts avec le marché mondial se multiplieront. Les échanges techniques et matériels à l'intérieur comme sur le plan international ne cesseront de s'élargir». (62)

De cette étude, pouvons-nous donc conclure comme le font certains que la RPC, en participant à des échanges commerciaux avec les pays capitalistes renonce à une voie socialiste de développement économique et s'intègre au marché mondial dominé par l'impérialisme ?

Précisons encore plus cette question pour tenter d'y répondre :

1 - Pourquoi la RPC n'a-t-elle envisagé de développer ses échanges commerciaux avec les pays capitalistes qu'en 1971 ? Pourquoi ne pas privilégier le commerce extérieur avec les pays socialistes ?

Il est important de rappeler que si la RPC a suivi de 1960 à 1971 une ligne en matière de commerce extérieur qui peut ressembler à une ligne de repli sur soi, c'est qu'elle y fut contrainte par le blocus que lui imposaient l'impérialisme US et ses alliés depuis 1949 et que lui imposa à partir de 1960, le révisionnisme soviétique et ses alliés.

Il ne serait être question de confondre le principe de compter sur ses propres forces avec un isolement politique imposé par la lutte entre pays capitalistes et pays socialistes au niveau mondial.

Ce n'est qu'en 1971, date de son admission à l'ONU, que la RPC put envisager de développer le commerce extérieur avec les pays capitalistes, ceux du second monde (C.E.E., Japon, Canada).

En effet, si la RPC doit avoir recours complémentairement à la technologie des pays capitalistes pour accomplir la modernisation socialiste, c'est qu'il est hors de question de tomber sous la domination du social-impérialisme et ses alliés du COMECON dont elle sait par expérience que l'aide n'est pas régie par les cinq principes de la coexistence pacifique. Autrement dit, c'est qu'il n'existe plus de camp socialiste depuis la transformation de nombreux partis communistes en partis révisionnistes modernes.

Depuis lors, il s'agit avant tout pour le PCC de faire jouer en faveur de l'édification économique d'un pays socialiste les contradictions interimpérialistes en général, les contradictions entre les deux superpuissances en particulier...

2 - La RPC, en important la technologie avancée et les usines clés en mains des pays capitalistes ne

(61) Li Xiannian (Li Sien nien) discours à la conférence nationale sur les finances et le commerce PI N° 30. P.17

(62) Discours à la conférence nationale sur les finances et le commerce. PI N° 30 (1978) P. 9 et 10

fait-elle pas dépendre dans les faits son développement économique de l'aide de l'impérialisme dont elle devient technologiquement dépendante ? Bref, ne renonce-t-elle pas à compter principalement sur ses propres forces et ne s'intègre-t-elle pas de la sorte progressivement au marché mondial dominé par l'impérialisme ?

Il ne semble pas y avoir dépendance technologique dans l'orientation actuelle du PCC par rapport à l'impérialisme car cela signifierait que le contrôle du commerce extérieur, dans le cadre d'une planification d'Etat sélective, ne s'exerce plus et que la RPC ait perdu l'initiative et le «droit au choix» de ses importations (63).

Si on se reporte à l'analyse de la structure des importations et des exportations, on observe que le contenu du plan du commerce extérieur, élaboré et contrôlé par le parti, organise les importations en fonction du niveau du développement du pays (surtout chimie de base, aviation civile et militaire), des exigences du développement de la production (techniques de pointe, demi-produits, acier laminé, électricité) et des besoins du marché (céréales) ; de même, il fixe les exportations en tenant compte des besoins en Chine et à l'étranger de l'offre possible en produits d'exportation (pétrole, charbon).

Cette planification d'Etat apparaît donc clairement comme sélective et remplit sa fonction de complément et d'ajustement pour les produits nécessaires à la construction du socialisme dans la mesure où elle part de la situation réelle du point de vue économique (essentiellement, la situation dans l'agriculture et ses conséquences), coordonne le commerce extérieur à l'ensemble du développement économique et tend ainsi à différencier ce qui est principal de ce qui est secondaire.

Cette question de la dépendance technologique renvoie dans les faits à la condition d'application selon la voie socialiste du principe d'autonomie, à savoir celle du contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur, selon la loi objective de la gestion planifiée et équilibrée.

En effet, pour qu'il y ait dépendance technologique, il faudrait qu'il y ait déséquilibre entre le commerce intérieur et le commerce extérieur, entre les importations et les exportations et surtout entre le commerce et la production.

Or l'équilibrage du plan du commerce extérieur à l'intérieur du plan de développement économique général est précisément l'un des enjeux de la lutte entre les deux voies qui porte sur la résolution correcte ou non de ces nombreuses contradictions qui surgissent au cours du développement économique durant la période de transition socialiste.

Rien, si nous analysons les faits, ne peut nous permettre de conclure que, pour la RPC, l'aide extérieure est devenue principale ou le devient, et qu'elle renonce dans ses échanges avec les pays capitalistes à l'égalité et aux avantages réciproques. Que nous révèle en effet l'étude de la structure des échanges avec les pays capitalistes ? Elle nous révèle que par le choix de l'exportation du pétrole afin de compenser les importations sélectionnées en vue de stimuler sa production agricole et industrielle, la RPC s'attache à répondre aux besoins de la lutte économique et politique avec l'impérialisme et l'hégémonisme.

En effet en cherchant à augmenter ses exportations de pétrole, la RPC s'inscrit dans le mouvement général de hausse des prix des matières premières obtenue au cours des dernières années par l'offensive des pays producteurs du Tiers-Monde contre l'échange inégal auquel les soumet l'impérialisme et l'hégémonisme. Et, de fait, n'est-il pas plus avantageux pour la RPC, à l'heure actuelle, d'exporter du pétrole que des chaussures ou des vêtements ? L'échange avec les pays capitalistes est certainement moins inégal que dans ce dernier cas...

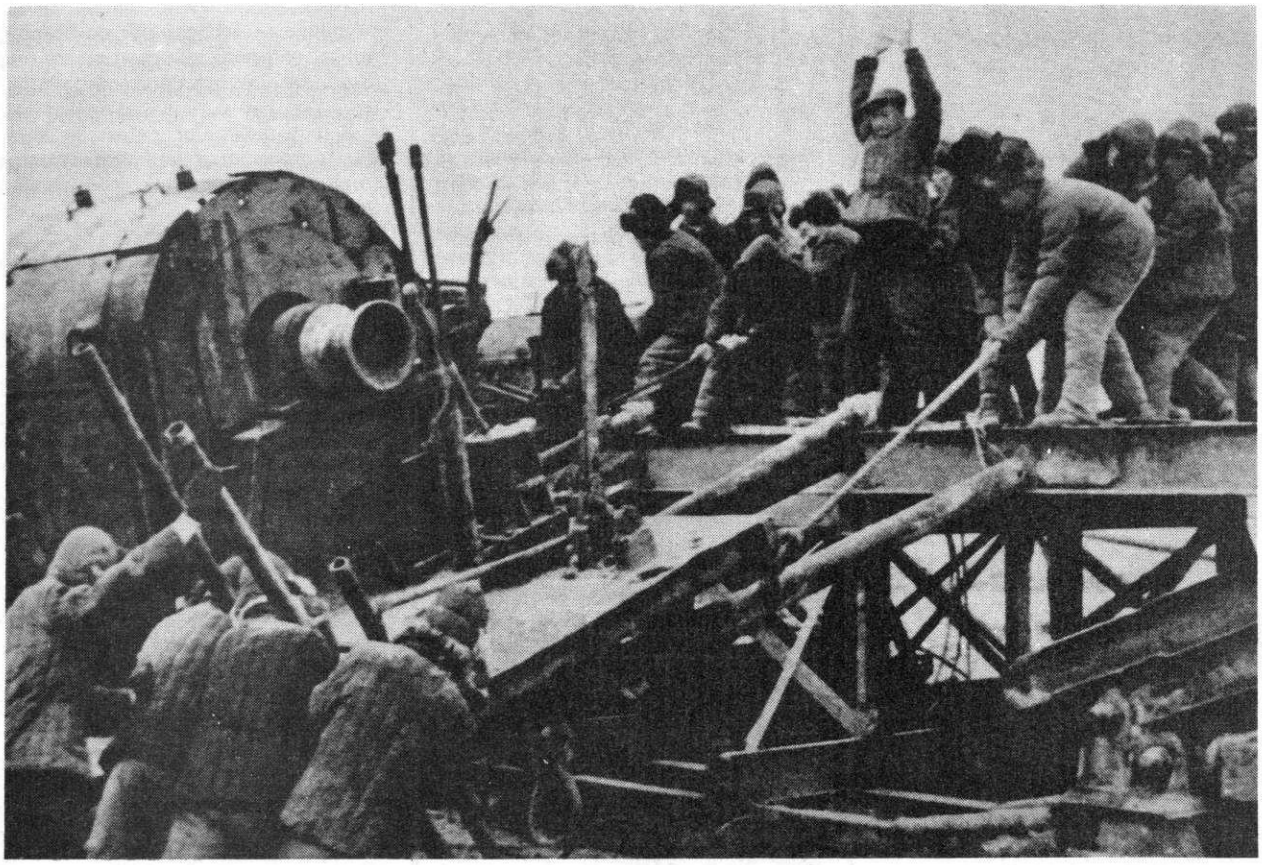
D'ailleurs, les pays capitalistes semblent le constater : récemment, le PDG de Saint Gobain de retour de Chine, déclarait : «dans toutes les conversations que nous avons eues, ils mettent en avant leurs possibilités d'exportation de pétrole, de charbon et de métaux. Notamment de titane...» (64).

Ainsi, afin de soutenir la lutte contre l'impérialisme, un état socialiste doit toujours prélever une partie de sa production à des fins d'exportation.

De même, en important de la technologie avancée des pays capitalistes, la RPC participe de la sorte

(63) *Comme le dit un vétéran de l'usine des produits chimiques N° 2 relevant du complexe pétrochimique de Shanghai (Changhaï) :* «J'estime que l'importation des équipements d'avant-garde est un bon moyen d'accélérer notre édification. Maintenant, nos rapports avec les cmpagnies étrangères ne sont plus ceux qui existaient entre les ouvriers chinois et les patrons étrangers. Nous sommes acheteurs et les capitalistes étrangers sont vendeurs. Bien entendu, ils font des profits mais nous nous procurons ce dont nous avons besoin. Ce sont des rapports d'égalité et d'avantages réciproques. Nous avons besoin de leurs marchandises de bonne qualité et nous n'achetons pas celles qui sont de mauvaise qualité ou de prix élevé. Nous avons droit au choix». *PI N° 49 (1978) P.16*

(64) Le Matin *24 octobre 1978*.



Les premiers jours de Taking.
C'est au prix d'efforts importants que le Peuple chinois put d'abord satisfaire ses propres besoins en pétrole, avant de l'exploiter pour renforcer son indépendance économique.

activement à la lutte de l'ensemble des pays du Tiers-Monde pour l'amélioration des conditions de transfert des techniques avec l'impérialisme.

LE PROBLEME DES PRETS ET DE L'ENDETTEMENT

«Indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces, telle est notre politique dans l'édification. Nous comptons sur nos propres forces pour accumuler les fonds nécessaires à la construction. Ce n'est qu'en augmentant l'exportation qu'on pourra accroître l'importation. Donc nos importations d'installations complètes ou de techniques dépendent forcément de la capacité de paiement dont nous disposons ou dont nous allons disposer, qu'il s'agisse de paiement comptant, de paiement à tempérament, de paiement différé à long terme, de paiement en nature ou d'autres modes de paiement habituels dans le commerce international». (déclaration du ministre du Commerce extérieur Li Kiang. P.I. N° 26 (1978) P. 21).

Si nous nous reportons à la onzième lutte de lignes au sein du PCC en ce qui concerne la politique à suivre en matière de commerce extérieur (I.C.), nous pouvons observer que le débat a porté essentiellement sur la nécessité, à l'heure actuelle, de l'exportation comme condition de l'importation dans une économie socialiste, à savoir apprendre au plus vite de l'étranger pour qu'il serve le niveau scientifique et culturel de la nation et qu'il aide à développer l'édification économique du pays.

Le PCC, au cours d'un débat qui n'a pas cessé, s'est attaché à démontrer que le recours à l'importation de la technologie avancée, selon une planification sélective, ne remettait nullement en cause le principe de compter sur ses propres forces comme l'affirmaient les quatre et l'affirment la plupart des interprètes «sinologues» en France qui reprennent volontairement ou non la position des quatre. C'est à la critique de telles positions, selon nous, subjectives que nous a conduits l'analyse de la structure des échanges commerciaux avec les pays capitalistes (I - question 2)

Mais les quatre, dans leur critique de la politique du commerce extérieur suivie depuis 1971, soulevaient également la question de l'endettement vis-à-vis des pays capitalistes et de la dépendance politique qui en résulte par rapport à l'impérialisme mondial puisqu'ils accusaient le ministre du Commerce extérieur de «vivre de l'aumône des pays étrangers» (65) et de «vendre aux enchères notre souveraineté d'Etat» (66).

Les commentateurs, en France, de la politique suivie par la RPC, ont tendance à formuler leurs critiques de la même façon, comme nous l'avons indiqué.

Or, l'accord de coopération commercial sino-britannique signé le 4 mars 1979 à Beijing (Pékin) nous interpelle effectivement sur cette question de l'endettement possible.

Que stipule donc cet accord de coopération économique ? Il mentionne que la Chine et la Grande-Bretagne «ont échangé des documents concernant un crédit de 5 milliards de dollars de la Grande-Bretagne à la Chine» (67).

Aussi, pour étudier cette question de l'endettement par l'acceptation des prêts des pays capitalistes, nous examinerons la politique suivie par la RPC jusqu'à maintenant dans le paiement de ses importations.

Crédits fournisseurs et crédits gouvernementaux

1) Les crédits fournisseurs

Depuis le développement de son commerce extérieur avec les pays capitalistes en 1971, la RPC a recours à des crédits accordés par les fournisseurs de ces pays au gouvernement central de la Chine populaire et accepté par ce dernier, après examen et discussion, au cours de négociations commerciales.

Il faut distinguer dans ces «crédits-fournisseurs» les crédits à court (moins de deux ans) et à moyen terme (trois ans) :

1 — les crédits à court terme sont utilisés principalement pour l'importation de céréales.

Jusqu'en 1973, le Canada et l'Australie étaient les seuls fournisseurs importants. Mais depuis cette date, les Etats-Unis se sont joints à eux pour jouer parfois un rôle de premier plan. Les conditions de crédits accordées par le Canada et l'Australie dans les années 1960 étaient : 10 % à la signature du contrat, 20 % six mois après, 20 % neuf mois après et le reste, soit 50 % douze mois après.

On ne connaît pas très bien les modalités de règlement concernant les contrats plus récents, mais la «Canadian wheat board», après avoir signé en mai 1977 avec la Chine un contrat de vente de trois millions de tonnes de céréales a annoncé que celle-ci s'est engagée à payer 25 % du prix à la livraison et le reste et l'intérêt sur une période de 18 mois.

La Chine demande donc une période de crédit plus longue que dans le passé : il faut rappeler en effet que l'un des enjeux essentiels de la modernisation socialiste, c'est de moderniser l'agriculture afin de produire plus et moins importer de céréales de l'étranger par conséquent. La situation dans l'agriculture est, depuis 1971, très préoccupante et le PCC, inquiet, considère cette situation comme une «question politique majeure» (69), à savoir la question du renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans et celle de l'indépendance totale vis-à-vis de l'étranger pour les produits alimentaires d'autant plus que la capacité des importations en Chine est également conditionnée par l'achat de céréales ou non.

2 — Les crédits à moyen terme ont été surtout utilisés pour l'importation d'usines et d'équipements. Deux modalités ont été employés : les paiements progressifs et les paiements différés.

— l'exemple typique des paiements progressifs est 20 % au moment de la signature du contrat,

(65) *«Critiquer la philosophie de servilité vis-à-vis de l'étranger» Hongqi avril 1973. P.23.*

(66) *PI N° 42 (1977) P. 11*

(67) *PI N° 11 (1979) P. 26*

(68) *On se reportera pour l'étude de la question des crédits fournisseurs à l'article :* «Les nouvelles orientations de la politique économique de la Chine» *dans* «Problème économique» *de la revue de la documentation française du 23 août 1978 N° 1586*

(69) *Voir FR N° 5 P. 18-19-23*

70 % après la livraison de l'usine et 10 % un an après sa mise en opération. En fait, il s'agit du mode de paiement courant dans le monde. Environ un tiers des achats d'usines par la Chine a été effectué selon cette modalité.

— plus de 60 % d'achats d'usines ont été faits sous forme de paiements différés. L'exemple typique : 10 % au moment de la signature du contrat, 10 % après la dernière livraison, 80 % sur une période de 5 ans.

L'intérêt n'est pas compris dans les contrats mais la RPC aurait été disposée, il y a six mois, à payer un taux d'intérêt de 7 %. (70)

C'est là, sans doute, la raison principale pour laquelle la RPC n'a pas encore précisé dans les nombreux contrats de coopération économique avec les pays capitalistes conclus durant l'année 1978 et au début de l'année 1979 le taux d'intérêt puisque ce point précis est toujours l'objet d'âpres et difficiles négociations : depuis les accords de Rambouillet de novembre 1975, le taux d'intérêt à consentir par la plupart des grands pays capitalistes ne devrait pas être inférieur à 7,5 %.

2) Les crédits gouvernementaux

Le recours à des crédits gouvernementaux de pays capitalistes a été jusqu'à maintenant surtout envisagé. C'est une question qui reste à l'étude au sein du PCC et la condition mise en avant par les responsables du commerce extérieur reste la «non atteinte à la souveraineté de l'état» et la «capacité de paiement» (71).

Le seul crédit gouvernemental accepté pour l'instant par la RPC est celui que lui a consenti la Grande-Bretagne et son taux d'intérêt n'est pas connu.

Endettement et dépendance

1-L'analyse de la balance commerciale des échanges de la RPC n'indique pas jusqu'à maintenant un déficit de cette balance comme nous avons pu l'observer (I.B. 1)

En outre, l'aide extérieure semble bien être toujours considérée dans l'orientation actuelle comme appoint puisque le commerce extérieur n'occupe qu'une place relativement faible dans l'économie chinoise : environ 4 % du produit national brut (72), et que, selon certaines prévisions se fondant sur l'accroissement prévu des exportations de pétrole et de charbon, il y aurait une diminution très nette de cet endettement occasionné par les paiements différés ou progressifs :

2 — Il faut observer que la plupart des crédits fournisseurs sont soutenus par des banques nationalisées ou semi-gouvernementales des pays capitalistes : par exemple, dans l'accord sino-japonais signé l'an dernier, c'est la banque semi-gouvernementale Export/import du Japon qui accorde un crédit aux industriels japonais afin de leur permettre de financer leurs exportations vers la RPC (74).

Le gouvernement britannique fait de même : «l'E.G.C.D. (Export crédits guarantee

La dette extérieure chinoise au titre des importations d'usines (73).
(jusqu'en 1976 et perspectives : en millions de dollars)

	A	B	Dette totale
1973	842	248	1090
1974	1300	490	1790
1975	1322	629	1951
1976	1349	434	1783
1977	1172	223	1395
1978	927	108	1035
1979	659	48	707
1980	398	12	404
1981	159	0	159
1982	23	0	23

A : *dette extérieure au titre des importations (paiements différés)*
B : *dette extérieure au titre des importations (paiements progressifs)*

(70) *Taux indiqué par l'article cité de Sung Beh Chung du N° 1586 dans* «Problèmes économiques».
Cela semble confirmé par Le Nouveau journal *du 18 novembre 1978 qui indique :* «Pékin considère encore trop élevé le taux de 7,25 % offert par la plupart des pays occidentaux».

(71) *On se reportera aux déclarations des dirigeants du PCC mentionnées dans l'introduction de cette étude et à la phrase en exergue de cette partie.*

(72) *Chiffre donné par Alain Lefebvre dans le système économique chinois. P.170*

(73) *David L. Denny, Frédéric M. Sarls* «China's foreign financial liabilities», *the China Business review, Washington, mars-avril 1977.*

(74) *«Problèmes économiques» P. 8 et 10 N° 1586 (Documentation française).*

department) a annoncé que des accords sur «sept facilités de dépôts» d'un montant total de 1,2 milliard de dollars américains avaient été signés le 6 décembre 1978 à Londres entre la Banque de Chine et des banques britanniques. L'ECGD a déclaré que ces dépôts permettraient aux exportateurs anglais de biens d'équipement et d'autres articles de financer leur commerce avec la Chine». (75)

Aussi, en cas de difficultés ou de retard des paiements avec les fournisseurs capitalistes, il est peu concevable qu'il n'y ait pas d'intervention de la part de leur gouvernement respectif auprès de celui de la RPC.

C'est pourquoi rien n'indique politiquement qu'il puisse y avoir une différence de nature entre les paiements différés des crédits fournisseurs et les crédits gouvernementaux des pays capitalistes. Cette question renvoie à la question plus globale des rapports entre un pays socialiste du Tiers-Monde en lutte avec l'ensemble des pays du Tiers-Monde en lutte avec l'ensemble des pays du Tiers-Monde pour l'annulation et la réduction des dettes...

3 — En outre, le crédit gouvernemental de 5 milliards de dollars accordé par la Grande-Bretagne à la RPC fait partie du volume global des échanges de l'accord de coopération économique : il est de 14 milliards de dollars.

Cet accord s'oppose-t-il donc au principe de l'égalité et des avantages réciproques quand on observe qu'à la suite de cet accord la Grande-Bretagne s'engage à livrer à l'armée de l'air chinoise des avions interrupteurs à décollage vertical Hawker Harris tout en accordant un crédit important pour le paiement de ce matériel militaire si nécessaire pour la Chine dans le contexte international actuel ? Comment apprécier autrement les interventions multiples du social-impérialisme soviétique auprès du gouvernement britannique afin qu'il refuse de négocier cet accord avec la RPC ?

Peut-on, dans ce cas précis, parler de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme britannique ? On ne peut d'un tel accord tirer pareille conclusion. Il est clair que si les conditions de paiement sont un élément non négligeable pour juger d'une possible dépendance, l'enjeu politique est ici fondamental : la question du prêt du gouvernement britannique doit être rapportée aux tentatives de la RPC pour obtenir de certains pays du second monde une contribution à sa défense nationale. L'enjeu est de taille puisqu'il s'agit de développer les capacités de défense de la RPC contre toute agression possible de l'impérialisme et du social-impérialisme. Cela renvoie à la contradiction en période de transition socialiste : la contradiction entre l'édification économique et l'édification de la défense nationale. (76)

Les principes de compter sur ses propres forces et de l'égalité et des avantages réciproques doivent être analysés concrètement par rapport à une situation concrète et non de manière abstraite. Il doit en être ainsi, que cela soit par rapport aux crédits fournisseurs ou aux crédits gouvernementaux. Dans le cas de l'accord sino-britannique, ils ne semblent pas avoir été transgressés...

4 — Cette question des crédits gouvernementaux ou non renvoie plus fondamentalement à la question des conditions d'application des principes du commerce extérieur selon la voie socialiste : le monopole d'Etat, sur le commerce extérieur selon une gestion planifiée et équilibrée (I. A).

Or, l'une des tâches de la planification de l'Etat socialiste, c'est de résoudre correctement la contradiction inévitable surgissant au cours de l'édification économique entre administration locale et autorité centrale. (77)

Il faut que dans le cadre de la gestion planifiée de l'Etat, il y ait un juste équilibre entre ce qui relève de l'administration locale et ce qui relève de l'administration centrale. Cela signifie que la relative autonomie accordée aux entreprises ou aux administrations locales ne doit pas être telle qu'elle puisse nuire au contrôle efficace de l'Etat de dictature du prolétariat sur toutes les activités des différents secteurs.

Dans le cas du commerce extérieur, il apparaît que, selon les dirigeants actuels du PCC, la situation ne permet pas un efficace contrôle de l'Etat sur les divers secteurs d'activités commerciales. Cette situation difficile en ce qui concerne la gestion et les règlements serait dûe à l'influence de la ligne au-

(75) *PI N° 50 (1978) P. 6*

(76) «Sur les dix grands rapports» *de Mao Zedong (Mao Tse-toung) (III) Tome V oc P. 310*

(77) *Voir FR 5 article sur la Chine P. 29 (Question n° 1)*

tarcique des quatre, à l'«autarcisme partiel ou total» persistant de certains responsables du parti et des administrations comme nous l'avons vu (I. C).

En effet, l'acceptation de crédits gouvernementaux ou bancaires passe par un nécessaire renforcement du contrôle du gouvernement central sur le commerce extérieur (78) : jusqu'à maintenant, les autorités locales, à la suite d'une décentralisation menée parfois de façon excessive dans le secteur industriel (en raison du blocus auquel a été soumis longtemps la RPC (I. conclusion 1) et sous l'influence de la ligne autarcique des quatre), ont été investies d'une responsabilité importante en matière de commerce extérieur. Précisons ce point : la discipline n'était pas imposée récemment encore à l'entreprise locale par le gouvernement central mais par les termes du contrat (achats au comptant, à la livraison, importations sur la base des crédits fournisseurs).

Aussi, pour que l'ensemble du développement économique planifié puisse profiter de façon équilibrée des prêts gouvernementaux ou bancaires, le PCC, dans les secteurs d'activité du commerce extérieur, doit préalablement procéder à une réorganisation de l'administration pour lui imposer la discipline selon l'unité des intérêts de l'Etat, des entreprises et des individus.

Cette question du monopole d'Etat sur le commerce extérieur est politique et non pas technique : c'est ce qu'indiquait nettement Hua Guofeng (Hua Kuo Feng) à la Conférence nationale sur les finances et le commerce en juillet dernier : «(...) Il faut protéger la propriété publique et les biens publics socialistes, et consolider la position des finances et du commerce socialistes. (...) Les contacts avec le marché mondial se multiplieront (...), ce qui posera des exigences plus strictes pour le calcul et le contrôle économiques dans la société (...). Nous avons encore de nombreux points faibles à surmonter, bien que nous ayons accumulé une certaine expérience dans la gestion économique depuis la fondation de la Chine nouvelle. Mais les perturbations des quatre ont fait *sensiblement baisser notre niveau initial ;* de nombreux règlements indispensables ont été abolis ; *l'économie socialiste planifiée* a été *sabotée* et une *semi-anarchie*, pourrait-on dire, s'est installée (...). Par conséquent, les services financiers et commerciaux doivent toujours placer la politique prolétarienne au poste de commandement dans tout travail et surmonter toute tendance à s'écarter de cette politique». (79)

Ainsi, l'acceptation de prêts en provenance des pays capitalistes, loin de ne pas respecter les conditions socialistes d'application des principes du commerce extérieur les exige au contraire. Il en résulte que la question des prêts gouvernementaux ou bancaires en provenance des pays capitalistes *s'ils restent limités et sélectifs* renvoie beaucoup plus à la question du monopole d'Etat sur le commerce extérieur selon une gestion planifiée et équilibrée qu'à la question d'une dépendance financière ou politique de la RPC :

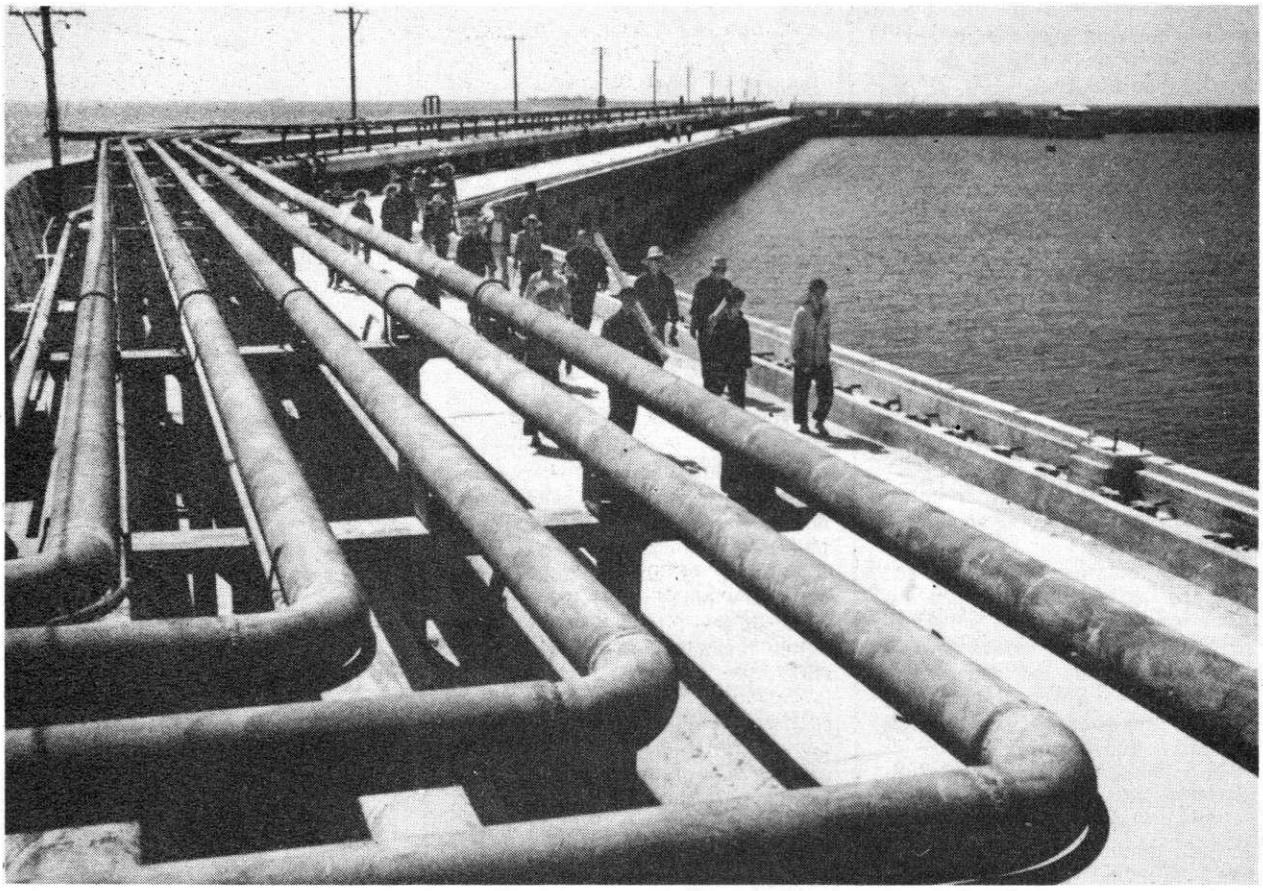
— d'une part, le plan de développement économique de l'Etat élaboré et contrôlé par le parti s'attache à réaliser l'équilibre du commerce extérieur, c'est-à-dire le juste rapport entre les règlements de frais et le commerce, entre les importations et les exportations, autrement dit une planification équilibrée qui respecte les exigences nouvelles de l'édification économique intérieure selon le principe de l'autonomie.

Nous avons vu qu'il y a interdépendance entre importation et exportation et que l'exportation doit rester avant tout la condition principale du paiement des importations. L'analyse de l'évolution du commerce extérieur de la RPC avec les pays capitalistes et de la structure des échanges semble en effet confirmer cette politique (voir I.B. 1.2. et Annexe I à cette étude).

Or, la question «politique majeure» que le PCC, dans le cadre de la tâche centrale de la période, celle de la modernisation, s'efforce de résoudre, au niveau intérieur, reste l'écart entre l'agriculture et l'industrie. La modernisation socialiste de l'agriculture permettrait en effet de ne plus importer de céréales, importations qui, pour l'instant pèsent lourdement sur l'équilibre de la balance commerciale et réduisent les capacités de paiement de la RPC pour d'autres importations nécessaires à son édification économique.

(78) C'est également la position d'un économiste de Hong Kong, Leo Goodstaat. China's foreign debts International currence, *review volume 10 n°10 (in problèmes économiques n°1586. 1978. P.8)*
La limite de l'argumentation de cet économiste c'est qu'il semble réduire cette question du contrôle du gouvernement central sur le commerce extérieur à une question strictement technique.

(79) PI N° 30 (1978) P. 8 10 et 16. Souligné par nous.



Oléoduc reliant Taking au port de Tsinhouangtao.
Le pétrole : une des armes du peuple chinois pour son indépendance économique.

Quant aux exportations, la RPC, comme nous l'avons indiqué, en cherchant à augmenter ses exportations de pétrole choisit de s'inscrire dans le mouvement général de hausse des prix des matières premières pour lutter résolument et efficacement contre l'échange inégal auquel sont contraints les pays du Tiers-Monde dans leurs relations commerciales avec l'impérialisme et l'hégémonisme (I. conclusion 2).

Par conséquent, le recours à des crédits gouvernementaux ou bancaires consentis par les pays capitalistes à condition qu'il reste une méthode de financement secondaire par rapport à l'exportation des matières premières n'indique pas en tant que tel une transgression du principe de l'autonomie socialiste puisque, dans ce cas, l'aide extérieure reste envisagée seulement comme appoint.

— d'autre part, le contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur «est un principe fondamental du socialisme. Son existence n'est pas seulement un problème économique, mais avant tout une question de ligne». (80)

C'est lui qui conditionne en effet la *souveraineté de l'Etat* et la possibilité de négocier avec les pays capitalistes des accords commerciaux selon le principe de l'égalité et des avantages réciproques. Autrement dit, c'est lui qui maintient l'indépendance politique de la RPC face à l'impérialisme.

Ainsi, plutôt que des rapports d'intégration au marché mondial impérialiste, nous constatons des rapports de lutte avec l'impérialisme. C'est, en effet, la RPC qui conserve sans aucune restriction, le pouvoir de décision, le «droit au choix» au cours de ces difficiles négociations qu'elle a, en ce moment, avec la plupart des pays capitalistes avec qui elle a conclu récemment des accords commerciaux. Ces négociations en cours sur le taux d'intérêt témoignent de l'une des formes de la lutte des classes «acharnée et

(80)«Monnaies, salaires, commerce extérieur...» ouvrage cité ci-dessus P. 207

complexe sur le terrain de l'économie mondiale». (81)

C'est ce que constatait dernièrement le chroniqueur du *Journal économique du Japon* : «Les hommes d'affaires japonais découvrent dans leurs tractations avec les officiels chinois du commerce et de l'industrie que ces communistes sont des businessmen très avisés : «Ils sont aussi coriaces dans la négociation que des marchands de Hong Kong» a déclaré un des responsables à Honh Kong d'une grande firme japonaise fabriquant des machines électriques. Les banquiers paraissent également impressionnés par la compétence et la fermeté des financiers officiels chinois dans la négociation des emprunts, quelles que soient les formes sous lesquelles ceux-ci sont conclus». Certes, remarquait-il, «l'accord commercial à long terme sino-japonais (...) est considéré comme arrivant à un moment particulièrement opportun pour les entreprises japonaises et notamment celles des secteurs touchés par la dépression, tels que la sidérurgie, les chantiers navals, la pétrochimie et les usines d'équipement» mais il s'empressait d'ajouter : «Pour les Chinois, le moment est particulièrement propice aux âpres négociations vu la position de faiblesse des industriels japonais : *«Mais que peuvent faire les hommes d'affaires japonais, lorsque la concurrence entre eux est tellement intense».* (82)

Par conséquent, en suivant cette politique de fermeté dans le cadre des négociations commerciales avec les pays capitalistes, la RPC s'intègre pleinement au combat de l'ensemble des pays du Tiers-Monde pour «la réduction ou l'annulation des dettes». (83) Elle est d'autant plus légitimée à participer à ce combat que la RPC, dans ses échanges commerciaux avec les pays du Tiers-Monde, accorde, selon les huit principes, des crédits sans intérêt (84).

CONCLUSION

«La Chine est un pays socialiste, elle appartient au Tiers-Monde. La Chine et les autres pays du Tiers-Monde ont connu un même sort dans le passé et se trouvent aujourd'hui confrontés à de mêmes tâches» (Hua Guofeng (Hua Kuo Feng). Rapport sur les activités du gouvernement à la Ve Assemblée populaire. P 119. Edition de Pékin - souligné par nous).

A la suite de cette étude, il semble que l'ensemble des critiques sur la politique du commerce extérieur de la RPC avec les pays capitalistes reste mal fondé : en premier lieu, en ce qui concerne la dépendance technologique, parce que la planification des importations tend à être sélective et équilibrée ; en second lieu, en ce qui concerne la dépendance financière, parce que le développement des exportations de matières premières (surtout le pétrole) tend à payer la grande partie des importations, que, de toute façon, la part du commerce extérieur est relativement faible dans l'économie nationale et que le recours aux prêts des pays capitalistes reste envisagé seulement comme appoint et de façon planifiée et proportionnée ; en troisième lieu, en ce qui concerne l'intégration économique et politique au marché mondial dominé par l'impérialisme, puisque la RPC (en participant activement et résolument aux divers mouvements des pays du Tiers-Monde visant à obtenir de l'impérialisme une amélioration des conditions de transfert des techniques, une réduction de l'échange à valeur inégale, une annulation ou une réduction de l'échange à valeur inégale, une annulation ou une réduction des dettes) indique clairement en tant que pays socialiste du Tiers-Monde que les rapports avec l'impérialisme et l'hégémonisme doivent être concus en termes de lutte résolue, de rapports de forces plutôt qu'en termes d'intégration ou de soumission...

Autrement dit, ces critiques apparaissent caduques parce qu'elles restent abstraites et n'envisagent pas la construction du socialisme sous la direction du PCC comme un processus contradictoire aussi bien au niveau de la politique intérieure qu'au niveau de la politique extérieure :

1 — en ce qui concerne la poli-

(81) «Monnaies, salaire, commerce extérieur, idem P.21. Selon des estimations récentes, la RPC obtiendrait des Japonais un taux d'intérêt de 6,5 % analogue à celui offert par la France sur une période de dix ans («Problèmes économiques et sociaux». Série Extrême-Orient N° 353. 1979 P.19)

(82) Problèmes économiques et sociaux. Série Extrême-Orient, N° 353. 1979. P.26. Souligné par nous.

(83) PI N° 41 (1978) : intervention de Houang Houa, ministre des Affaires étrangères, à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 1978. P. 15

(84) En 1975 la Chine a consenti au Kampuchéa un prêt d'un milliard de dollars sans intérêt sur une période de 5 ou 6 ans (selon Le Monde *du 13 septembre 1975). De même, la même année, elle a accordé à la Tanzanie un prêt sans intérêt de plus de 400 millions de dollars avec un paiement différé sur quinze ans (pour la construction de la voie de chemin de fer qui relie la Tanzanie et la Zambie, selon* The Journal of World trade Law China's foreign trade and aid *1975. P. 117).*

On se reportera à l'annexe II en fin de cette étude sur les échanges de la RPC avec l'Afrique francophone de 1963 à 1973.

tique intérieure, ces critiques détournent de l'enjeu réel du débat en cours en ce moment au sein du PCC : la place et le rôle du commerce extérieur avec les pays capitalistes pour réaliser la modernisation socialiste, et la lutte entre les deux voies que ce débat implique.

Il s'agit, pour le PCC, dans sa politique du commerce extérieur avec l'impérialisme, d'exercer son contrôle sur les échanges commerciaux avec l'étranger selon les lois objectives, principalement celle de la gestion planifiée et équilibrée comme nous l'avons rappelé (I.A.). C'est ce que met en avant Hua Guofeng (Hua Kuo Feng) lorsqu'à la Conférence nationale sur les finances et le commerce, il indique : «dans notre travail économique, il faut placer la politique prolétarienne au poste de commandement et il faut agir conformément aux lois économiques objectives : ce sont les deux termes d'une unité. (...) L'activité financière et commerciale est un trait d'union entre la production et la consommation et entre les diverses branches de production ; il en découle que chaque tâche dans le cadre de cette activité est liée étroitement à l'édification socialiste et aux intérêts vitaux des masses populaires, aussi bien qu'à la juste solution des nombreuses contradictions sociales en société socialiste». (85)

Précisément, le plan du commerce extérieur élaboré et contrôlé par le parti doit être coordonné au plan d'ensemble de l'édification économique et doit être équilibré afin de permettre de résoudre correctement les différentes contradictions de la société de transition socialiste : en ce qui concerne le commerce extérieur comme nous l'avons signalé, ce sont les contradictions entre la Chine et l'étranger, le commerce et la production, la production et la consommation, le commerce extérieur et le commerce intérieur, l'importation et l'exportation, le commerce et les règlements de frais, l'administration locale et l'autorité centrale, l'édification économique et l'édification de la défense nationale, l'agriculture et l'industrie légère d'une part, l'industrie lourde d'autre part. (86) C'est pourquoi le parti doit «porter une attention soutenue» à la résolution de ces contradictions, «problème urgent». (87)

C'est donc avant tout sur le respect des conditions d'application de la ligne et des principes en matière de commerce extérieur avec les pays capitalistes selon une voie socialiste que porte la lutte entre les deux voies au sein du parti en ce domaine.

D'ailleurs, la presse actuelle du PCC semble confirmer ce point quand elle met en garde contre les dangers de deux déviations possibles au cours de l'édification économique selon une voie socialiste à laquelle participe la politique du commerce extérieur :

— d'une part, une déviation «autarcique» : en ce sens, elle met l'accent sur les séquelles de l'influence de la ligne isolationniste préconisée par les quatre sur certains responsables : «certains des dirigeants, planificateurs et administrateurs sont incapables de voir loin, ne prennent pas intérêt à la situation d'ensemble et se cantonnent dans la routine (...) Ils ne pensent qu'à agrandir sans cesse leurs propres entreprises et veulent pouvoir fabriquer eux-mêmes tout ce qui est nécessaire à la production» (87). Nous avons vu que cette attitude et cette conception idéologique manifestaient selon le PCC, la force des habitudes de la petite production (I.C.).

Ce style de travail autarcique chez certains cadres est un obstacle au contrôle efficace et planifié du gouvernement central sur le commerce extérieur. Or de ce monopole d'Etat sur le commerce extérieur dépend étroitement le recours possible à des prêts gouvernementaux ou bancaires des pays capitalistes. C'est ce qui explique, sans doute, que cette politique envisagée d'un recours à des crédits consentis par des pays capitalistes est menée avec beaucoup de prudence. L'autre raison, et elle est fondamentale eu égard à un développement économique selon une voie socialiste, c'est que le recours aux emprunts des pays capitalistes reste étroitement limité dans le cadre d'une planification équilibrée et qu'il n'intervienne que comme appoint. Cela nous renvoie alors à la seconde déviation telle qu'elle a été signalée récemment par le PCC...

— d'autre part, une déviation «aventuriste» : celle-ci fait obstacle à une planification équilibrée, surtout par rapport au secteur de base

(85) PI N° 30 P. 11-16

(86) On se reportera à l'analyse que fait Mao Zedong (Mao Tse-toung) de ces contradictions dans «Sur les dix grands rapports» *P. 306 oc Tome V. Ed de Pékin on pourra se reporter également à FR 5 et la conclusion de l'article sur la Chine :* «La question du profit».

(87) PI N° 45 (1978) P. 15

qu'est l'agriculture toujours en difficulté.

Ainsi, l'éditorial du *Renmin Ribao* du 24 février 1979 a publié un éditorial qui rappelle les idées directrices, dans la période actuelle, pour l'édification économique. (88) :

• en premier lieu, il appelle à une politique et à des méthodes de réajustement : «Il y a encore des disproportions entre différents départements économiques. C'est pourquoi cette année et l'année prochaine seront une période des restauration, de réajustement et de mise en ordre, pour préparer le futur développement. Voici les tâches pour le présent :

— faire progresser d'abord l'agriculture,

— faire progresser le bien-être et la culture du peuple,

— développer les secteurs qui seront compétitifs sur le marché international (...) pour accumuler des fonds, introduire les techniques modernes et accélérer le rythme de l'édification,

— réduire la part des investissements de l'industrie sidérurgique (car) «prendre l'acier comme axe n'est pas un principe immuable» (et) un haut niveau de production d'acier demande toujours de gros investissements dans l'industrie lourde aux dépens de l'agriculture et de l'industrie légère».

• en second lieu, il appelle à prévenir l'aventurisme qui consiste à «prôner aveuglément l'ampleur et la rapidité de l'édification sans se soucier des capacités financières et matérielles ni des travaux préparatoires ou annexes : évidemment, cela cause souvent un grand gaspillage» et si «on ne corrigeait pas l'aventurisme, c'est l'initiative des masses qui en souffrirait».

• en troisième lieu, il appelle à un développement équilibré car «le développement harmonieux de l'économie nationale (l'équilibre entre les rapports de tous les secteurs) est un problème fondamental. La réalisation de cette harmonie est nécessaire au développement rapide et proportionné de l'économie et à la mise en valeur du système socialiste. (...) Il faut oser faire face à la réalité, dénoncer les contradictions et étudier les problèmes».

Le Parti communiste chinois, pour réaliser la modernisation socialiste dans le but du renforcement de la dictature du prolétariat, estime donc qu'une politique de réajustement doit être menée à bien car la situation de l'agriculture reste toujours préoccupante et que tout «aventurisme», au cours de l'édification économique, risquerait de compromettre gravement l'alliance des ouvriers et des paysans .

Cette question du réajustement économique est donc l'objet d'un vaste débat au sein du PCC à l'heure actuelle, expression de la lutte inévitable entre les deux voies au sein du parti durant toute la période historique du socialisme. Cette lutte porte, entre autres, sur la politique du commerce extérieur avec les pays capitalistes. En effet, «(...)la réalisation des quatre modernisations socialistes représente une œuvre titanesque sans précédent dans l'histoire, une révolution des plus profondes (...). Au cours de cette grande lutte apparaîtront nécessairement des phénomènes nouveaux et des choses nouvelles, avec lesquels nous ne sommes pas familiarisés mais que nous devrons nous efforcer de comprendre, de même que surgiront inévitablement des contradictions et problèmes nouveaux que nous devrons résoudre». (89)

C'est en les rapportant à cette situation ainsi définie que nous devons apprécier la décision récente du gouvernement de la RPC de renoncer à un contrat sidérurgique d'une valeur de deux milliards de dollars, tel qu'il avait été conclu l'an passé avec le Japon (90), et la déclaration de Li Xiannian (Li Siennien) au directeur d'une entreprise japonaise : «Nous sommes en train de réajuster nos plans économiques et nous accordons une beaucoup plus grande attention à nos capacités de paiement envers les pays étrangers». (91)

2 - En ce qui concerne la politique extérieure, ces critiques tendent à analyser l'effort de construction du socialisme en Chine en général, la politique du commerce extérieur en particulier, sans tenir compte des exigences nouvelles qu'imposent les «nouvelles conditions historiques» (92) intervenues au niveau mondial, à savoir les changements quantitatifs et quali-

(88) PI N° 10 (1979) P. 5 à 26.

(89) Hua Guofeng (Hua Kuofeng). Rapport du gouvernement à la V° Assemblée populaire. PI N° 10 (1978) P.45

(90) Le Monde 6 mars 1979

(91) Le Monde idem

(92) P.I. n°52 (1978) P.11

L'usine textile n° 2 de Pékin.
Les produits textiles représentent une part importante des exportations de biens manufacturés de la Chine.

tatifs, depuis l'apparition d'une nouvelle superpuissance, le social-impérialisme soviétique et la disparition du «camp socialiste», provoquant une nouvelle distribution des rapports de force entre classes, nations, peuples à l'échelle mondiale.

Or, notre étude sur la politique du commerce extérieur de la RPC avec les pays capitalistes a indiqué à maintes reprises qu'il était impossible d'analyser concrètement cette politique sans la rapporter à la politique extérieure suivie par le PCC dont elle semble étroitement complémentaire : en effet, comme le signalent les communistes chinois : «la politique d'un pays en matière de commerce extérieur fait partie de l'ensemble de la politique extérieure de ce pays, c'est aussi une composante de sa politique économique. Des pays de nature différente auront des politiques extérieures, économiques et commerciales différentes. Toute politique est, en dernière analyse, le reflet des rapports de classes donnés, toute politique est au service d'une classe déterminée, au service de la ligne politique de cette classe. De ce fait, la politique de commerce extérieur reflète aussi les intérêts d'une classe déterminée et elle est au service des intérêts de cette classe» (93).

C'est ce que nous avons pu constater au cours de cette étude sur la politique du commerce extérieur de la RPC : elle apparaît nettement comme une composante de la ligne suivie par le PCC en politique extérieure :

— d'une part, l'accroissement des exportations de matières premières, le recours souple aux usages établis du commerce international conduisent la RPC à jouer un rôle croissant dans le combat mené par les pays du Tiers Monde pour l'établissement d'un «nouvel ordre économique mondial».

Au cours des prochaines années, la RPC semble avoir fait le choix en tant que pays socialiste du Tiers Monde de participer activement à la

(93) *«Monnaie, salaire, commerce extérieur»*
Idem p.215

(94) *Le choix d'une participation active semble se confirmer puisque selon une dépêche de l'AFP du 5 mars 1979 : «Zhang Wenhing, vice ministre de l'industrie pétrolière, en voyage au Brésil, aurait dit que la Chine envisage d'adhérer à l'OPEP»*

lutte économique et politique des pays du Tiers Monde contre le colonialisme, l'impérialisme, l'hégémonisme afin d'y défendre le point de vue du prolétariat et celui d'un pays socialiste (95).

C'est ainsi que Houang Hua, ministre des Affaires étrangères de la RPC, déclarait au cours du dernier trimestre 1978 à l'Assemblée générale de l'ONU : « (...) Etablir un nouvel ordre économique international, c'est le souhait ardent des nombreux pays en développement et c'est d'ores et déjà un puissant courant de l'histoire. En même temps, nous devons prendre conscience qu'on ne peut atteindre cet objectif qu'à travers une lutte âpre et complexe. Nous sommes convaincus que les pays du Tiers Monde en suivant fermement les principes et l'orientation justes approuvés par la 6e session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, en resserrant avec persévérance leurs rangs, en unissant à eux toutes les forces susceptibles d'être unies et en menant une longue lutte inlassable, pourront à coup sûr éliminer les obstacles et remporter victoire sur victoire. *Le gouvernement chinois soutient résolument cette juste lutte et appuie énergiquement les propositions et suggestions rationnelles formulées par les pays en voie de développement sur le programme intégré concernant les produits, le fonds commun, la réduction et l'annulation des dettes, l'accroissement des fonds destinés au développement, l'amélioration des conditions de transfert des techniques, etc., afin de promouvoir la production, des sciences et des techniques dans les pays en voie de développement* (...) (96).

— d'autre part, l'analyse des échanges commerciaux de la RPC avec les pays capitalistes indique que la Chine privilégie nettement ses relations avec les pays capitalistes du second monde (Japon, CEE et Canada), d'autant plus qu'«un certain nombre de pays du second monde a renforcé, sur la base de l'égalité et de l'avantage réciproque, les relations économiques et les échanges techniques, avec les pays du Tiers Monde. Ils se sont déclarés disposés à réviser certaines conditions irrationnelles existant dans leurs rapports de coopération technique avec les pays en voie de développement, pour leur assurer une assistance dans les conditions plus avantageuses» (97).

En conclusion, la politique du commerce extérieur, pour être justement évaluée dans ses buts et ses moyens (le renforcement de la dictature du prolétariat dans le cadre de la tâche centrale de la modernisation socialiste) ne peut pas être analysée abstraitement d'une situation internationale caractérisée par des rapports de force nouveaux entre classes, nations, peuples, et de la «ligne de classe», du «concept stratégique et tactique» (98) que le PCC propose au prolétariat international afin de régler ces rapports de force à l'initiative et en faveur du prolétariat révolutionnaire : la théorie des trois mondes (99).

L'accord commercial à long terme sino-japonais

Le document comprend 12 articles définissant les modalités des échanges du pétrole et charbon chinois contre des machines et équipements japonais. Le volume total des échanges prévu pour chaque partenaire est fixé à 10 milliards de dollars (art. 1). Au cours des 5 premières années, le Japon fournira pour 7 à 8 milliards de dollars d'usines et technologies ,et pour 2 à 3 milliards de dollars d'équipements et matériels de construction (art. 2). Mais les Japonais estiment que les Chinois passeront ces commandes au cours des trois premières années. Pour sa part, la Chine fournira au cours des 5 premières années, 47,1 millions de tonnes de pétrole brut, 5,15-5, 30 millions de tonnes de charbon à coke et 3,3-3,9 millions de tonnes de charbon ordinaire. Quant au volume de fournitures après 1983, il sera fixé d'un commun accord en 1981. Toutefois, il devra être supérieur à celui de 1982.

Les paiements différés seront adoptés comme mode de paiement des

(95) *«Traiter les autres d'égal à égal ou pratiquer l'hégémonisme, c'est là un critère important qui permet de juger si un pays observe ou non les cinq principes de la coexistence pacifique, et aussi de distinguer un pays socialiste authentique d'un pays pseudo-socialiste. Les pays socialistes doivent être des modèles pour ce qui est de traiter les autres pays sur un pied d'égalité» Hua Guofeng dans son rapport sur les activités du gouvernement à la 5e Assemblée populaire.*
P.I. n°10, p.42

(96) *P.I. n°41 (1978), souligné par nous, p.15.*
De même, à la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre les pays en développement à Buenos aires du 30 août au 12 septembre 1978, le camarade Wei Yu-ming déclarait : «Par leurs propres expériences, beaucoup de pays en développement ont compris que pour édifier une économie nationale indépendante, il faut appliquer le principe : s'appuyer sur ses propres forces et prendre l'aide étrangère comme appoint...»
P.I. n°37 (1978) p.31

(97) *P.I. n°37 (1978) p.31*

(98) *Rapport de Hua Guofeng au XIe Congrès du PCC, Edition de Pékin p.67*

(99) *Cette théorie a été exposée systématiquement dans «La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme léninisme»*
P.I. n°45 (1977) p.10
Elle a été étudiée par notre parti dans F.R. n°2 (p.5) et dans F.R. n°3 (p.37).

importations d'usines et d'équipements japonais par la Chine (art. 3). Toutefois, la durée et l'intérêt des crédits restent à définir. (...)

Les usines et équipements recherchés

Quels sont les usines et équipements que la Chine désire acheter ? D'après les sources japonaises, deux secteurs apparaisent prioritaires : la sidérurgie et l'énergie. Voici la liste des types d'usines et d'équipements auxquels la Chine semble s'intéresser particulièrement :

- *complexe sidérurgique,*
- *usine de tube Braun de téléviseur en couleur,*
- *usine de cuir synthétique,*
- *raffinerie de cuivre,*
- *usine de sélection de charbon,*
- *usine d'engrais chimiques,*
- *complexe pétrochimique,*
- *usine de pesticides,*
- *matériel de construction,*
- *raffinerie d'aluminium,*
- *usine de matériaux de construction.*
- *matériel de transport,*
- *équipement pour la rénovation d'usines.*

(...) D'autre part, la Chine demande au Japon de procéder à une rénovation de certaines aciéries déjà existantes telles que celles d'Anshan et de Wuhan. (...)

Dans le secteur des métaux non ferreux, la Chine demande une raffinerie de cuivre d'une capacité annuelle de production de 200 000 tonnes. Les trois entreprises japonaises, Sumitomo Kinzoku Kosan, Kogawa Kogyo et Nippon Kogyo s'intéressent à ce projet.

Quant au matériel de construction, il s'agit surtout d'usines de bulldozers. (...)

Le problème de financement

Le mode de règlement adopté sera celui des paiements différés. Les détails sont à fixer cas par cas, mais les pratiques actuelles permettent d'imaginer à peu près quelles seront les modalités appliquées aux importations d'usines : 15 % au moment de la signature du contrat, 10 % après les dernières livraisons (2 ou 3 ans après), 5 % après l'achèvement de la construction (environ 3 ans après), le reste de 70 % étant payé sur une période de 5 à 10 ans. Le taux d'intérêt est à fixer. (...)

La Chine compte financer ces importations par les ventes de pétrole et de charbon. Les recettes provenant de ces ventes au cours des 5 premières années sont estimées à 4,92-4,97 milliards de dollars (pétrole = 4,6 milliards, charbon = 320-370 millions de dollars). Or, pour la même période, les achats d'usines et de matériel par la Chine s'élèveront à environ 4,87 milliards de dollars (usines : 3,78 milliards, matériel de construction : 1,09 milliard). Donc, la balance sera équilibrée. Toutefois, si le prix du pétrole augmente de 5% par an, la Chine aura un surplus de 800 millions de dollars. D'autre part, à partir de 1982, le Japon importera chaque année plus de 15 millions de tonnes de pétrole, ce qui facilitera évidemment les paiements chinois

Extrait de *Courrier des Pays de l'Est* n°219 - juin 1978.

La coopération entre la Chine et l'Afrique francophone de 1961 à 1973

*- **Mali** : le 18 septembre 1961, la RPC consent un prêt de 19,6 millions de dollars au Mali sans intérêt et sur une période de trente ans. A la fin de 1970, un accord de financement met à la disposition du Mali des*

reliquats de prêts antérieurs atteignant environ 13 milliards de francs maliens.

*- **Algérie** : en octobre 1963, la RPC accorde à l'Algérie indépendante un crédit de 50 millions de dollars à long terme et sans intérêt.*

*- **Mauritanie** : en février 1967, un accord de coopération économique conduit la RPC à accorder un prêt de un milliard de CPA sans intérêt remboursable en dix ans à partir de 1980.*

En septembre 1971, un nouvel accord relance la coopération, en particulier pour la construction d'un port en eau profonde à Nouakchott pour lequel la RPC accorde un prêt de 15 milliards de CFA sans intérêt.

En juillet 1973, alors que la sècheresse, conséquence de la mainmise colonialiste, sévit dans le Sahel, la RPC remet au «Croissant rouge» mauritanien 8 000 tonnes de produits alimentaires.

*- **Togo** : en septembre 1972, la RPC consent un prêt sans intérêt de 11,5 milliards de CFA.*

*- **Rwanda** : en octobre 1972, la RPC accorde un prêt de 20 millions de dollars sans intérêt.*

*- **Dahomey** : en décembre 1972, la RPC accorde un prêt sans intérêt de 11,250 milliards de CFA remboursable à partir de 1988.*

*- **Cameroun** : en mars 1973, la RPC consent un crédit de 18 milliards de CFA sans intérêt remboursable en dix ans avec un délai de grâce de dix ans.*

Extrait de *Revue de la Documentation Française - «Problèmes économiques»* n°1349 - 5 décembre 1973.

Structure des échanges sino-japonais (en%)

Produits	1976	1977
IMPORTATIONS CHINOISES		
- Produits chimiques	12,8	18,5
- Fer et acier et articles métalliques	52,2	57,0
- Machines et équipements	23,8	11,3
- Fibres et produits textiles	9,7	10,2
- Divers	1,5	3,0
Total	100	
EXPORTATIONS CHINOISES		
- Produits animaux	9,8	7,7
- Produits végétaux	15,1	14,2
- Produits minéraux	45,5	47,0
dont : -pétrole	41,0	42,3
- Fibres et produits textiles	19,4	19,5
- Divers	10,2	11,6
Total	100	100

Source : *Jetro China Newsletter*, avril 1978, volume 17 ; cité dans *Courrier des Pays de l'Est* n°219 - juin 1978.